

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE GROUPE UNION DÉFENSE :  
LA DROITE NÉOFASCISTE À L'UNIVERSITÉ (1968-1988)

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE HISTOIRE

PAR  
OLIVIER BÉRUBÉ-SASSEVILLE

AVRIL 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à commencer ce mémoire en remerciant ceux sans qui ce travail n'aurait pu être possible. Tout d'abord, merci à mes parents, qui m'ont toujours soutenu et encouragé, tant psychologiquement que financièrement, à travers ces deux années.

Par ailleurs, je tiens à remercier ma directrice de maîtrise, Mme Yolande Cohen, pour ses conseils et son soutien tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Finalement, merci à Marina Marchal et Jean-Philippe Legois du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants, ainsi qu'à toute l'équipe de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Paris pour leurs précieux conseils.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	v
RÉSUMÉ .....	vii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE.....	4
1.1 Le Groupe Union Défense : Présentation.....	5
1.2 L'apparition dans un contexte post Mai 68.....	8
1.3 Historiographie : le fascisme en France de l'entre-deux-guerres à nos jours .....	10
1.3.1 La thèse française .....	12
1.3.2 Les premières contestations de l'hégémonie de la thèse française.....	14
1.3.3 Ernst Nolte.....	14
1.3.4 Robert Soucy .....	16
1.3.5 La contestation du mythe de l'allergie française au fascisme .....	17
1.3.6 Dobry : le renouvellement du débat .....	18
1.4 La place du Groupe Union Défense dans le débat .....	20
1.4.1 Le GUD et la droite groupusculaire française post deuxième Guerre Mondiale.....	21
1.4.2 L'état de la recherche sur le GUD .....	22
1.5 Approche théorique : méthodes, sources et hypothèses.....	26
1.5.1 Sources .....	29
1.5.2 Méthodes .....	30
1.5.3 Hypothèse de recherche.....	31



CHAPITRE II	
LE GUD : UN MOUVEMENT ÉTUDIANT NÉOFASCISTE .....	33
2.1 Des cendres d'Occident.....	33
2.2 Création du GUD : recrutement et organisation .....	40
2.3 Pourquoi Assas? .....	42
2.4 Implication et rôle de la branche étudiante dans le mouvement nationaliste.....	44
2.5 Idéologie.....	46
2.5.1 Nationalisme.....	47
2.5.2 Opposition au marxisme.....	49
2.5.3 L'immigration : le nouveau terreau du racisme et de l'antisémitisme .....	51
2.5.4 Internationalisme néofasciste .....	54
2.6 Conclusion .....	57
CHAPITRE III	
LE GUD : POSITIONNEMENT AU SEIN DU COURANT NATIONALISTE ET NÉOFASCISTE FRANÇAIS .....	58
3.1 L'inscription dans une mouvance néofasciste.....	59
3.2 Associations et relations avec les mouvements et partis d'extrême droite français et étrangers .....	59
3.2.1 La Fédération des étudiants nationalistes .....	60
3.2.2 D'Occident à la droite Tixier-Vignancour .....	62
3.2.3 Ordre Nouveau (1969-1972) .....	64
3.2.4 Union et Défense des Lycéens/Front de la jeunesse .....	69
3.2.5 Groupe Action Jeunesse/Mouvement Solidariste.....	70
3.2.6 Le Parti des Forces Nouvelles (1974-1986) .....	73
3.2.7 Mouvement nationaliste révolutionnaire/Troisième Voie.....	76
3.3 Conclusion .....	78
CONCLUSION .....	79
BIBLIOGRAPHIE.....	84

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BDIC	Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine
CNIP	Centre National des indépendants et paysans
CRHISM	Centre de Recherches Historiques sur les Sociétés Méditerranéennes
CSAR	Comité Secret d'Action Révolutionnaire
FANE	Fédération d'Action Nationale et Européenne
FEN	Fédération des Étudiants Nationalistes
FJ	Front de la Jeunesse
FN	Front National
FNEF	Fédération Nationale des Étudiants de France
FNJ	Front National de la Jeunesse
GAJ	Groupe Action Jeunesse
GRECE	Groupe de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne
GUD	Groupe Union Défense
JNR	Jeunesse Nationaliste Révolutionnaire
MNP	Mouvement Nationaliste du Progrès
MNR	Mouvement Nationaliste Révolutionnaire
UDEA	Union et Défense des Étudiants d'Assas
UNEF	Union Nationale des Étudiants de France

OAS	Organisation Armée Secrète
ON	Ordre Nouveau
PCF	Parti Communiste Français
PPF	Parti Populaire Français
PFN	Parti des Forces Nouvelles
PNFE	Parti Nationaliste Français et Européen
RED	Rassemblement des Étudiants de Droite
UDL	Union et Défense des Lycéens
UEC	Union des Étudiants Communistes
UEN	Union des Étudiants Nationalistes
UNI	Union Nationale Interuniversitaire

## RÉSUMÉ

Ce mémoire présente le Groupe Union Défense (GUD), mouvement étudiant d'extrême droite installé principalement à la faculté Panthéon-Assas de l'Université Paris I, de sa création en 1968 à son déclin en 1988. D'abord le mémoire tente d'exposer les grandes lignes du débat historiographique sur le fascisme en France permettant d'analyser le GUD. Cette historiographie est combinée à l'étude des journaux produits par le mouvement, ainsi que par les partis et mouvements auxquels il s'est associé au sein de la droite groupusculaire française post Deuxième Guerre mondiale. Dans un premier temps, le mémoire expose les grands axes idéologiques du GUD en tentant de dresser certains parallèles avec les ligues fascistes des années 1930. Ensuite, est dressé un portrait de cette droite groupusculaire en exposant les liens que le GUD entretient avec de nombreux partis et mouvements pendant la période étudiée. De cette façon, il est possible de dégager les caractéristiques de cette droite groupusculaire néofasciste en éclairant le lecteur sur les trajectoires que prendront les militants qui sont passés par le GUD. L'étude de l'action d'un tel mouvement étudiant et des réseaux que ces derniers ont créés avec les partis et mouvements d'extrême-droite dans la deuxième moitié du vingtième siècle permet de mettre en lumière une extrême-droite se situant à la droite du Front National et les conditions de survie d'idéologies fascistes dans une période fortement teintée d'idéologies d'extrême-gauche.

**MOTS-CLÉS :** Fascisme, néofascisme, nationalisme, étudiants, extrême-droite, université, Panthéon-Assas.

## INTRODUCTION

Les mouvements d'extrême droite ont été une constante dans l'histoire de la France contemporaine. Ces mouvements et partis politiques se revendiquent cependant de diverses tendances. Qu'ils soient royalistes, à l'image d'Action Française, ou inspirés des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres, comme le furent certaines ligues des années 1930, l'extrême droite française est un phénomène qui semble résister à toute tentative de dissolution ou d'éradication.

Cependant, il s'opère une distinction fondamentale entre, d'une part, les partis et mouvements populistes ayant des visées électoralistes et d'autre part, les formations radicalisées associées à l'extrême droite groupusculaire, qui se développent après 1945 (Griffin, 1999 : 35). En refusant la voie légaliste, ces dernières s'enferment dans une radicalité qui entraîne inévitablement une marginalisation. Dans un contexte contemporain, cette politique prenant la rue comme principal cadre d'action et la violence qu'elle entraîne confinent ces mouvements au recrutement des militants les plus durs d'une frange politique qui se positionne à la droite de ces partis populistes émergents du 20<sup>e</sup> siècle.

Dans un contexte post Deuxième Guerre mondiale, où le fascisme est honni et où la blessure entraînée par la Shoah et les exactions des régimes fasciste et nazi façonnent la politique française, cette droite groupusculaire réussit à survivre dans un climat particulièrement hostile à son existence. Si on voit émerger le Front National en 1972 — un parti qui s'insèrera dans une démarche électoraliste et dans une quête de légitimité —, une constellation de mouvements d'extrême droite se refuse pour sa



part à joindre les rangs d'un parti qui collabore au système démocratique auquel elle s'oppose vivement.

Cette extrême droite groupusculaire parvient même à se faire une place au sein du mouvement étudiant parisien. Dans un contexte teinté par le mouvement social de Mai 68, où l'extrême gauche semble avoir la mainmise sur les différents mouvements étudiants, on voit émerger à la faculté Panthéon-Assas un mouvement étudiant d'extrême droite qui réussira à subsister jusqu'à la fin des années 1980: le Groupe Union Défense (GUD), qui naîtra en 1968 des cendres du défunt mouvement Occident, réussira un véritable tour de force en s'établissant comme force syndicale étudiante capable de résister aux efforts des militants d'extrême gauche pour s'établir dans l'ensemble des facultés parisiennes.

Dans quelle mesure ce mouvement étudiant s'inscrit-il, au cours des années 1970 et 1980, dans une tradition héritière du nationalisme antiparlementaire à l'origine de la création des ligues et mouvements fascistes des années 1930? Dans quelle mesure l'avènement du GUD en tant que mouvement étudiant peut-il être associé à un phénomène de réactivation de l'idéologie des ligues fascistes des années 1930? Quelle est la place du GUD dans le réseau plus large de mouvements que constitue la droite groupusculaire française active dans les années 1970 et 1980? Et vers quoi mène le militantisme au GUD? C'est à ces questions que ce mémoire propose de répondre.

Nous étudierons donc dans ces pages l'histoire des militants du GUD, surnommés Rats noirs par leurs ennemis, de la création du mouvement en 1968 à son changement de nom, en 1988 (alors qu'il deviendra Union et Défense des Étudiants d'Assas [UDEA]). Cette période correspond à une perte de vitesse du mouvement, alors que les militants n'auront d'autre choix que de se joindre à d'autres mouvements étudiants de droite et perdront ainsi une part importante de leur radicalité.



La démarche présentée dans ce mémoire vise donc à comprendre la position du GUD au sein de cette extrême droite groupusculaire. Après avoir consacré le premier chapitre à la présentation du GUD, à l'historiographie du sujet et à l'exposition des paramètres de la recherche (approche théorique, sources, méthodes et hypothèses), nous tenterons d'exposer le corpus idéologique du groupe, d'établir un parallèle entre celui-ci et les ligues fascistes des années 1930 et ainsi, tenter de démontrer son appartenance à cette droite groupusculaire située « à la droite de la droite ». Pour y arriver, nous étudierons, dans le premier chapitre, les principaux axes idéologiques du mouvement étudiant, en exposant, par la comparaison avec ceux des ligues, la réactivation d'idées et de méthodes qui nous permettra d'établir un parallèle avec le fascisme d'entre-deux-guerres. Par ailleurs, dans le troisième chapitre, nous étudierons la place importante qu'a occupée le GUD au sein d'une constellation de partis et de mouvements constituant cette extrême droite groupusculaire.

L'étude d'un mouvement ayant une place minoritaire dans le contexte global d'une population estudiantine majoritairement associée aux mouvements étudiants d'extrême gauche peut paraître contre-intuitive de par l'impact minime que ce groupe aura sur son époque. Cependant, l'intérêt de cette étude réside dans l'identification de sa place dans une toile de mouvements et de partis, qui, individuellement, semblent marginaux et dont l'action paraît négligeable, mais qui constituent un réseau idéologique permettant à cette extrême droite de survivre à travers les époques (Griffin, 1999 : 35).

Nous tenterons donc de démontrer, notamment par l'étude de trajectoires personnelles d'anciens membres du GUD, que le groupe joue un rôle central, tant dans la formation de militants d'extrême droite (en permettant le lien entre le temps étudiant et l'engagement politique adulte), que dans l'organisation en réseau de ces mouvements constitutifs de la droite groupusculaire française.

## CHAPITRE I

### PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE

L'intérêt d'étudier un mouvement étudiant tel que le GUD réside dans l'analyse de la place qu'il occupe dans un contexte plus large: celui de la mouvance d'extrême droite groupusculaire néofasciste. Dans ce chapitre, nous traiterons du débat plus large qui a animé les historiens sur l'existence du fascisme en France, en replaçant le GUD dans ce contexte. Après un bref rappel historique sur la formation et le développement du GUD, nous présenterons les différentes tendances historiographiques nous permettant de l'étudier.

Plus précisément, nous tenterons de situer le GUD dans le contexte post Mai 68, pour comprendre les circonstances de son émergence. Nous aborderons ensuite différentes approches théoriques en nous arrêtant sur un certain nombre de considérations qui nous permettront de comprendre l'émergence d'un courant d'extrême droite relativement nouveau dans l'Université.

Finalement, nous présenterons un état des lieux de la recherche sur le GUD, en tentant de mettre de l'avant l'importance de l'étude des droites groupusculaires pour la compréhension de l'extrême droite française, un domaine peu étudié par les historiens spécialistes de la France contemporaine.

### 1.1 Le Groupe Union Défense : Présentation

Le Groupe Union Droit, qui sera immédiatement rebaptisé le Groupe Union Défense (GUD), est un groupuscule étudiant né des cendres du mouvement Occident, dissous en 1968. Les racines du mouvement Occident trouvent leurs origines dans la nostalgie du régime de Vichy, où le racisme et l'antisémitisme sont affirmés sans complexe, et où on se réfère à Robert Brasillach, collaborateur fusillé en 1945. Suite à l'éviction de Pierre Sidos, anciennement à la tête du mouvement, Occident délaisse les références directes aux régimes fascistes de la guerre et préconise plutôt un nationalisme plus maurassien<sup>1</sup>. Cette transition, se caractérisant par la fin des efforts de légitimation par rapport à l'extrême droite traditionnelle, pave la voie au primat de la jeunesse, qui sera crucial pour le GUD. Ce groupuscule prendra racine au sein du mouvement étudiant et plus particulièrement à la faculté de droit de l'université Panthéon-Assas. La mission principale du groupe est, au départ, de combattre la forte présence d'étudiants communistes et anarchistes, qui investissent la faculté dans la foulée des événements de Mai 68. Dès 1969, l'impact de la création du GUD se fait sentir à l'occasion des élections universitaires, alors que le groupe obtient des résultats significatifs, franchissant la barre des 10 % à Clignancourt, St-Maur, Nanterre et, évidemment, Assas (Griffin, 1999 : 34). Ce groupe devient ainsi le principal représentant de l'extrême droite groupusculaire dans le monde étudiant.

Coupé de ses liens avec la mouvance ultranationaliste par la dissolution d'Occident, le GUD renoue avec un mouvement extérieur au milieu universitaire, en devenant la branche jeunesse d'Ordre Nouveau (ON). ON, qui sera à son tour dissous en 1973, aura cependant un impact capital dans l'organisation du courant nationaliste par la création, résultante de la volonté de ses membres originaux, du Front National (FN). Ayant jusqu'alors régné en maître sur la faculté d'Assas, recrutant de nombreux militants et y instaurant un climat farouchement hostile aux étudiants gauchistes, le

---

<sup>1</sup> Journaliste, essayiste et poète français, théoricien du nationalisme intégral et membre d'Action Française, principal mouvement d'extrême droite sous la Troisième République.

GUD s'enferme alors dans sa radicalité. Cette attitude entraînera un relatif déclin, fortement dû à sa distance avec le FN, qui saura récupérer un nombre important des militants nationalistes par la création du Front National de la Jeunesse (FNJ), notamment grâce au concours de Jean-Marie Le Pen (Griffin, 1999 : 34).

Le déclin du GUD se cristallise au tournant des années 1980, tandis que ses militants sont couramment impliqués dans des affrontements avec des militants de gauche où plusieurs d'entre eux sont blessés ou arrêtés. Même à Assas, la présence du groupe se fait de moins en moins sentir. Cependant, dans la même foulée de l'élection de Mitterrand, en 1981, le GUD profite d'un regain de l'activisme étudiant et d'une volonté d'organisation de la droite pour s'opposer aux politiques du gouvernement socialiste. Parallèlement, la quête de respectabilité du FN de Jean-Marie Le Pen, qui obtenait régulièrement des résultats électoraux approchant les 10 %, aura un impact sur la revitalisation du mouvement nationaliste sur les campus universitaires français. Cette conjoncture profitera au GUD qui fera du recrutement auprès de cette nouvelle génération plus réceptive aux idées nationalistes.

Le groupe continue de tisser des liens avec des formations associées à la droite groupusculaire, qui lui serviront d'extensions lui permettant d'évoluer hors de l'université et de trouver une place dans la mouvance néofasciste. Effectivement, le groupe se rapproche, au milieu des années 80', du groupe Troisième Voie, né de l'union du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) et du Parti des Forces Nouvelles (PFN) (Griffin, 1999 : 34). Dans la foulée, le groupe redevient une force non négligeable du syndicalisme étudiant, et voit s'organiser des sections dans plusieurs facultés hors de Paris (Lyon, Lille, Montpellier, Clermont-Ferrand) (Ibid.). Aux élections universitaires de 1988, les groupuscules étudiants d'extrême droite obtenaient à nouveau entre 5 % et 10 % des suffrages, contrairement aux résultats sous la barre des 1 % du début des années 1980 (Ibid.).

La popularité grandissante du FN sera, paradoxalement, l'un des facteurs cruciaux entraînant la chute du GUD à la fin des années 1980. Par les efforts de développement du Front National de la Jeunesse, qui tenta, avec un certain succès, de recruter dans les groupuscules de droite étudiants, la migration des militants du GUD vers le FN semble inévitable. Le groupe, qui critiquait féroce­ment l'approche parlementaire du FN, n'a d'autre choix que de s'y associer pour pouvoir continuer à exister. Comme l'affirmait François Chatillon, leader charismatique du GUD et filleul de Jean-Marie Le Pen, le GUD est contraint d'aider le FN, parce qu'ils ne sont dorénavant qu'une poignée de militants (Griffin, 1999 : 35).

Nous choisissons, dans ce mémoire, de nous attarder à l'époque allant de la création du Groupe Union Défense, jusqu'à son changement de nom en 1988, alors qu'il deviendra le groupe Union et Défense des étudiants d'Assas (UDEA) (Griffin, 1999 : 36). Cette période est celle où l'action du groupe sera la plus significative et la plus radicale. Le choix de 1988 comme borne délimitant les limites de notre étude correspond non seulement au changement de nom de l'organisation, mais, de façon plus importante, à une rupture avec plusieurs militants qui se joindront au FNJ et qui forcera les Gudars<sup>2</sup> à entrer en immersion au Rassemblement des Étudiants de Droite (RED) (Ibid.). L'association au RED, regroupant des tendances royalistes, catholiques ainsi que plusieurs membres du FNJ, dénature le nationalisme révolutionnaire du GUD et marque le début du déclin d'un mouvement, qui trouvait justement sa spécificité dans la rupture avec ces courants qui avaient dominé les mouvements d'extrême droite étudiants depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. En effet, l'action groupusculaire du GUD se caractérise par un rejet du parlementarisme, voie par laquelle le FN tente de se légitimer et de gagner en crédibilité.

Il y aura une tentative pour raviver le sentiment antiparlementaire des étudiants nationalistes vers la fin des années 1990, et il est possible d'observer un retour du

---

<sup>2</sup> Nom donné aux militants du GUD.



GUD sur la scène politique au cours des dernières années, mais ces tentatives sont tantôt vaines, tantôt difficiles à analyser de par leur caractère ultra contemporain. L'étude de ce groupuscule paraît intéressante en raison de son positionnement « à la droite de l'extrême droite », de son inscription dans une tendance néofasciste et de la rupture qu'elle constitue avec les mouvements royalistes et catholiques présents dans les facultés parisiennes depuis le début du siècle.

### 1.2 L'apparition dans un contexte post Mai 68

Les années soixante constituent une période de profonde ébullition populaire à travers le monde, et la France n'y fait pas exception. Ainsi, le GUD existe d'abord et avant tout en réaction à la domination de l'extrême gauche dans l'Université. Sa position d'ennemi est affichée et revendiquée. De nombreuses prises de position et de revendications du groupe sont corollaires d'un contexte alliant la blessure de la collaboration caractérisée par une peur incessante d'un retour du fascisme et l'effervescence gauchiste qui explose suite aux événements de Mai 68. Cette section va faire la lumière sur les logiques constitutives du GUD. Nous verrons comment cette conjoncture aura pour effet de radicaliser les esprits, à droite comme à gauche.

Par manque d'espace, nous ne reviendrons pas en détail sur les événements de Mai 68, mais plutôt sur l'impact qu'ils auront eu sur le contexte politique des années qui suivront cet épisode inédit de l'histoire de France dont on dit, près de cinquante ans plus tard qu'il peut être perçu comme :

Un moment intégrateur qui fait entrer la société française dans la modernité ou la postmodernité culturelle. Les années contestataires ont été ramenées à un simple moment charnière d'une modernisation sociale et culturelle suivant inéluctablement son cours et qui semble être parvenue à son achèvement dans les années quatre-vingt, avec le mitterrandisme triomphant. (Le Goff, 1998 : 16)



Or, à l'époque, l'analyse dépourvue de jugements *a posteriori* proposait un constat tout autre pour les acteurs de Mai 68. Les interprétations de l'immédiat après Mai, en particulier celles se revendiquant des tendances d'extrême gauche, proposaient plutôt une vérité qui devait trouver son accomplissement dans la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière (Le Goff, 1998 : 16). Selon Jean-François Sirinelli, les idées d'extrême gauche « teintèrent le discours au point d'envahir ensuite la mémoire des mots et des slogans. [...] Le gauchisme [...] prolifère, s'insinue et marque en profondeur les classes d'âge alors en socialisation politique et en apprentissage idéologique. » (Sirinelli, 2008 : 224). Il s'agit ici d'une tendance importante à considérer pour la compréhension de la réalité dans le contexte idéologique de l'époque, contexte d'autant plus radicalisé au sein des universités, lieux historiques de l'expression de l'extrême gauche et des velléités révolutionnaires. Les aspirations à la révolution que portait la génération 1968, sa volonté de transgression et de confrontation à l'autorité étaient exacerbés par les événements de Mai, ce qui se traduisait alors par une agitation constante sur les campus et par une remise en cause constante des institutions.

Mai 68 fut à l'origine porté par une passion de vivre qui bouscula joyeusement le conformisme ambiant, le pouvoir et les institutions sclérosées. Le gauchisme post-soixante-huitard a pu lui-même servir d'aiguillon à des remises en cause salutaires dans une société démocratique qui en a tiré des leçons (Le Goff, 1998 : 17).

C'est dans ce contexte radicalisé que le GUD (et les mouvements Occident et Ordre Nouveau) ont vu le jour. À ce moment, il n'y a pas d'espace d'expression pour les mouvements associés à la droite groupusculaire, encore moins dans le cadre universitaire. Le sentiment d'assujettissement que vivent ces militants d'extrême droite entraîne une cristallisation de leur frustration qui les poussera à s'autodéfinir, en réponse à cette forte présence gauchiste. Leur évolution dans un milieu farouchement opposé à leur vision d'un ultranationalisme antiparlementaire aura pour effet d'entraîner leur radicalisation.

Dans ce contexte, l'émergence du GUD semble symptomatique. Elle aura cependant une conséquence importante, dans la mesure où elle permettra à ceux qui partagent une vision ultranationaliste de s'exprimer. Pour ce faire, les membres du GUD concentreront leur action sur une faculté en particulier, celle de Panthéon-Assas. Cette institution universitaire deviendra rapidement le symbole de cette opposition d'extrême droite au climat gauchisant dans lequel évolue la jeunesse universitaire française.

Comme nous le verrons dans les prochains chapitres de ce mémoire, les militants du GUD arriveront non seulement à développer une véritable réponse à la gauche, mais s'érigeront de plus comme les représentants d'une tendance à contre-courant, par un discours d'extrême droite qui trouvera un certain écho au sein d'une jeunesse post Mai 68. Bien que ce mouvement d'extrême droite groupusculaire, qui trouve son pendant universitaire à Assas, fût longtemps perçu comme marginal et d'importance minime, nous estimons qu'il s'agit d'une véritable tendance au sein du paysage politique français de l'époque. Nous tenterons de comprendre comment se développe cette extrême droite, dans un contexte qui lui est particulièrement hostile.

### 1.3 Historiographie : le fascisme en France de l'entre-deux-guerres à nos jours

L'une des plus célèbres de ces discussions de l'historiographie française contemporaine concerne la présence — ou l'absence — d'un fascisme en France durant la période qui s'étend de la fin de la Grande Guerre au déclenchement du second conflit mondial. Ce débat s'étendra à l'analyse de l'extrême droite française au cours du 20<sup>e</sup> siècle. Effectivement, la cicatrice laissée par la collaboration et l'avènement de l'État français et du régime de Vichy, le problème fondamental de définition du fascisme et les innombrables amalgames qui y sont associés sont autant de facteurs qui permettront l'émergence de thèses — instituées en véritables écoles de pensée — qui s'opposeront diamétralement.

L'objectif de cette section est de faire le point sur ces différentes tendances et de définir l'angle d'analyse qui nous permettra de situer le Groupe Union Défense dans le paysage de l'extrême droite française. Par les principaux ouvrages sur le sujet, nous exposerons la vision de « l'école française », représentée par René Rémond, Pierre Milza et Michel Winock. Ces chercheurs seront les tenants d'une vision, hégémonique à l'intérieur des frontières de l'Hexagone, selon laquelle le fascisme en France a occupé une place marginale et que sa capacité à rejoindre les masses fut très limitée. Dans un deuxième temps, nous exposerons l'influence des chercheurs étrangers tels que Robert Soucy et Ersnt Nolte, selon lesquels l'origine des fascismes européens « prend sa source dans la France du 19<sup>e</sup> siècle et qu'[elle] se rattache à la pensée conservatrice. » (Milza, 1995 : 24). Ces auteurs seront les premiers à émettre des réserves envers la thèse française.

Par la suite, nous consacrerons la section 1.3.5 à la démystification du mythe de l'allergie française au fascisme, par l'exposition de la thèse de Zeev Sternhell, selon laquelle l'analyse du fascisme en France — et dans les pays où il n'aura pas triomphé — doit s'orienter sur la portée de l'idéologie plutôt que sur ses manifestations pratiques. Pour lui, le fascisme en France est une entreprise idéologique bien réelle et tout à fait originale. En effet, la tentation fasciste à la française aurait été beaucoup plus qu'une pâle copie, marginale, des mouvements italiens et allemands.

Enfin, nous verrons, dans une perspective plus large, les travaux de chercheurs tels que Michel Dobry, qui permettront d'ouvrir, sur les bases de ce débat, l'analyse de la présence du fascisme en France. C'est ce renouvellement du débat qui posera les bases d'une nouvelle conjoncture des droites dans l'Hexagone qui nous permettront de situer le GUD dans le débat.

### 1.3.1 La thèse française

Le fondement de la thèse qui sera défendue par les chercheurs associés à l'école française repose sur l'analyse que propose René Rémond dans son ouvrage *Les droites en France*, originalement paru en 1954. Dans cette étude, cet auteur expose la difficulté de cerner la complexité des tendances de la droite en France, de par leur caractère multiple et souvent contradictoire. On ne peut, effectivement, réduire leur complexité à l'idée proposée par Goguel, selon laquelle leur caractère commun serait la volonté de conservation d'un ordre établi, car même cet « ordre » n'arrive pas à faire l'unanimité au sein des droites (Rémond, 1982 : 22). Rémond propose donc un schéma selon lequel il existerait trois grandes tendances partageant des fondements communs et qui seraient « dotées chacune de tous les attributs d'une authentique tradition politique. » (Ibid.). La première serait une droite empruntant des éléments aux ultras de la restauration et de la contre-révolution, faisant de la tradition un système et l'érigant en politique. La seconde serait à la fois conservatrice et libérale, héritière de l'orléanisme<sup>3</sup>. Enfin, la troisième serait l'amalgame d'éléments hétérogènes sous le signe du nationalisme et dont le bonapartisme serait le précurseur (Ibid.). Au cours de l'histoire française, ces trois formes de la droite française s'influenceront, s'associeront sans toutefois se confondre parfaitement (Rémond, 1982 : 24).

Dans un contexte où le climat favorable aux nationalismes s'accroît pendant l'entre-deux-guerres, le courant Bonapartiste trouvera un terrain fertile. Caractérisé, selon Rémond, par un sentiment national s'exprimant plus dans le registre de la colère que dans celui de l'intelligence, il s'installe et se développe en France (Rémond, 1982 : 209). L'expression de cette tendance, bien qu'oscillante et discontinue, reste une constante dans le paysage politique français. Accentuée par la victoire des cartels de

---

<sup>3</sup> Tendance royaliste, opposée à l'absolutisme, représentée par notamment par la monarchie de Juillet (1830-1848).

gauche en 1924, elle se caractérise par un fort sentiment d'antiparlementarisme, typique aux lendemains de conflits (Rémond, 1982 : 210).

De manière générale, pour René Rémond, les ligues des années 1930 seront les descendantes d'une droite bonapartiste faisant la promotion d'idées telles que la révision de la constitution, le renforcement du pouvoir exécutif, le néo-corporatisme et d'autres thèmes classiques de la droite autoritaire (Rémond, 1982 : 211). Rémond nous dit, à propos des ligues:

Leur évolution renouvelle la preuve de l'impossibilité pratique pour un authentique fascisme de s'acclimater en France. S'imaginer voir dans les ligues un fascisme français, c'est prendre un épouvantail au sérieux : elles n'ont emprunté que le décor du fascisme, revêtant ses oripeaux, mais dépouillant son esprit. Le mouvement des ligues n'est que le dernier avatar du vieux fond de bonapartisme, césarien, autoritaire, plébiscitaire, le nationalisme revu au goût du jour et dont les imitateurs n'ont fait que recréer le badigeon d'un fascisme à la romaine. (Rémond, 1982 : 215)

Cette thèse du refus de l'existence d'un fascisme en France sera reprise par Michel Winock, qui « conteste la cohérence d'un fascisme français, laquelle ne saurait être qu'une construction *a posteriori* » à partir de considérations qui ne prouveraient pas l'existence d'un véritable mouvement politique qui aurait pu rassembler ou s'unifier durablement (Winock, 1990 : 242). Pierre Milza abondera dans le même sens; selon lui, ces tendances resteront très marginales et les réflexes de résistance de la classe politique française permettront ultimement d'en empêcher le développement (Milza, 1987 : 58).

De manière générale, la thèse française refuse l'existence d'un fascisme à la française durant la période de l'entre-deux-guerres. Selon les auteurs qui la défendent, plusieurs raisons expliquent que cette idéologie n'arrive pas à se développer au point de s'instituer en régime en France. D'une part, la crise économique atténuée en France ne propose pas les conditions nécessaires pour un réel développement de cette



idéologie au sein des masses populaires. Par ailleurs, les habitudes politiques françaises et la longue tradition républicaine auraient agi comme un rempart aux dérives fascisantes. Ultimement, on note que l'enthousiasme belliqueux qui caractérise les régimes fascistes ne trouve pas d'emprise dans la société française (Winock, 1990 : 232). René Rémond ira jusqu'à affirmer que la grandeur du peuple français et sa maturité politique forment un état d'esprit qui rend le développement du fascisme incompatible avec la société française (Rémond, 1982 : 224).

### 1.3.2 Les premières contestations de l'hégémonie de la thèse française

Dans le cadre d'une historiographie post Deuxième Guerre mondiale et soixante-huitarde profondément inscrite dans des logiques de classes et des considérations marxistes plus larges, l'attention donnée aux fascismes n'ayant pas abouti reste marginale. Par contre, comme l'affirme l'américain Robert Soucy dans un article paru dans le *Journal of Contemporary History* en 1966 : à force d'avoir tenté de dresser des frontières entre conservatisme et fascisme, les thèses des tenants de l'école française auraient par conséquent obscurci plusieurs de leurs similitudes essentielles (Mizla, 1987 : 32). Ainsi commence à s'organiser une remise en question de l'hégémonie de la thèse française par des chercheurs étrangers, tels que Robert Soucy et Ernst Nolte. Ces deux auteurs seront les premiers, dès les années 1960, à constater l'existence d'un fascisme propre à la société française, qui tirerait ses origines de la fin du 19<sup>e</sup> siècle pour se matérialiser dans les années 1930 (Nolte, 1969 : 46).

### 1.3.3 Ernst Nolte

Dans ses travaux sur les fascismes européens, le chercheur Ernst Nolte propose, dès 1966, une approche qui se distancie fortement des thèses prônées par les tenants de l'école française. Effectivement, son analyse, caractérisée par des *a priori* théoriques complexes, propose de voir le fascisme comme un phénomène politique de l'Europe du 20<sup>e</sup> siècle, qui trouverait ses origines dans le nationalisme conservateur de la



France du 19<sup>e</sup> siècle. Sa définition du fascisme est exposée dans son ouvrage *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Fascism, National Socialism* (1969):

Fascism is anti-Marxism which seeks to destroy the enemy by the evolvment of a radically opposed and yet related ideology and by the use of almost identical and yet typically modified methods, always, however, within the unyielding framework of national self-assertion and autonomy. (Nolte, 1969 : 60)

Pour l'auteur, sans marxisme, il n'y a pas de fascisme. L'antiparlementarisme et l'antisémitisme ne seraient par ailleurs pas des caractéristiques fondamentales du fascisme. Il affirme cependant qu'il serait erroné de proposer qu'il n'y a pas eu de fascisme en France. Au contraire, le fascisme français aurait été « plus précoce dans ses premières tentatives, plus multicolore et riche en prolongements dans sa maturité, plus tenace à son déclin que nulle part ailleurs. » (Milza, 1987: 23) Or, ce fascisme se situe moins, pour Nolte, dans le développement des ligues, du Parti Populaire Français (PPF) et des Croix de Feu, que dans l'héritage de l'entreprise maurassienne. Effectivement, comme nous l'avait montré Eugen Weber dans ses travaux, l'Action Française fut à l'origine du développement idéologique d'une part considérable des groupuscules fascistoïdes de l'entre-deux-guerres, du Faisceau de Georges Valois au Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR) de Deloncle, en passant par l'équipe de *Je Suis Partout* (Ibid.). Maurras sera le premier à théoriser cette opposition, caractéristique des fascismes allemands et italiens, à la « liberté orientée vers l'infini » qui menace par sa décadence l'ordre d'une société à laquelle ces organisations conservatrices sont attachées. En définitive, l'Action Française n'est pas, pour Nolte, un phénomène particulier ou singulier; il s'agit plutôt de l'émergence d'un mouvement symptomatique et annonciateur de l'ère du fascisme européen (Nolte, 1969 : 46).

### 1.3.4 Robert Soucy

L'un des premiers à s'opposer à l'hégémonie de la thèse française, Robert Soucy, suggère qu'il n'y aurait pas de rupture entre le conservatisme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle en France et les ligues d'entre-deux-guerres. En affirmant que le premier aurait été annonciateur du fascisme, il devient logique d'affirmer que les ligues en seraient la manifestation, qui trouverait ses origines dans une histoire nationale plutôt que dans un emprunt aux fascismes étrangers (Milza, 1987 : 23).

Soucy propose de s'attaquer à certaines conceptions qu'il estime erronées : que le fascisme français n'avait qu'un nombre restreint de partisans, qu'il était une idéologie étrangère, qu'il fut en contradiction avec le conservatisme français et qu'il fut, par nature, plus de gauche que de droite (Soucy, 1989 : 10). En posant ces questions, l'auteur propose implicitement que le fascisme aurait bel et bien existé dans la France de l'entre-deux-guerres. Pour comprendre et analyser ce fascisme français, Soucy en propose la définition suivante :

Fascism was a new variety of authoritarian conservatism and right-wing nationalism that sought to defeat the Marxist threat and the political liberalism that allowed it to exist in the first place. Most fascism therefore shared with the traditional right a fundamental social and economic conservatism that was strongly opposed to Marxism. (Soucy, 1995 : 17)

Nous voyons donc se dessiner une rupture, ayant comme point d'origine le conservatisme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, avec les grandes droites définies par Rémond. Selon l'auteur, le fascisme ne peut simplement être décrit comme étant l'alliance du nationalisme et du socialisme. Il accorde une importance aux intellectuels de gauche qui se sont joints aux mouvements fascistes, en expliquant cependant qu'ils perdront graduellement ces idées au profit d'un conservatisme réactionnaire (Ibid.)

De manière générale, à partir de la transition engendrée par l'apport de ces deux auteurs, émerge une opposition aux théories de l'école française, jusqu'alors

hégémonique dans l'hexagone. Effectivement, la perspective selon laquelle le fascisme trouve sa source dans la France du 19<sup>e</sup> siècle et est lié au conservatisme français s'oppose à la thèse française.

### 1.3.5 La contestation du mythe de l'allergie française au fascisme

Suite aux premières critiques adressées aux thèses des représentants de l'école française par des chercheurs étrangers tels que Nolte et Soucy, il se développe une nouvelle tendance historiographique qui s'organise autour de la critique de ce que ces chercheurs et historiens avaient considéré comme une allergie française au fascisme. Effectivement, l'onde de choc créée par les travaux de Zeev Sternhell rendus publics par son livre *Ni droite ni gauche* (2000a) est l'une des plus importantes dans l'historiographie de la France contemporaine. Il conteste, en effet, l'idée d'une France immunisée contre la montée du fascisme, protégée par ses traditions républicaines et sa culture démocratique profondément enracinées dans la société.

Historien israélien, Zeev Sternhell se penchera sur la question du fascisme en France. Il publiera en 1972 un ouvrage sur Barrès (*Maurice Barrès et le nationalisme français : la France entre nationalisme et fascisme*, 2000b) dont il exposera les tendances fascisantes, puis un autre livre intitulé *La droite révolutionnaire : Les origines françaises du fascisme* (1997), dans le lequel il jettera les bases de sa thèse affirmant l'existence d'un fascisme à la française et, finalement, *Ni droite ni gauche* (2000a), son travail le plus polémique, expliquant les origines du fascisme français. À l'image de Nolte et Soucy, Sternhell affirme l'existence d'une variante hexagonale du fascisme. Il en dresse la généalogie en partant de Barrès, qui aurait représenté la première instance de fusion entre syndicalisme et nationalisme et qui deviendra ultimement la doctrine du Faisceau (Milza, 1987 : 28). Pour l'auteur, il s'agit d'un phénomène autonome, loin de l'imitation et de l'importation dont il aura été taxé par les tenants de la thèse française. Cette forme de fascisme serait celle s'approchant le plus de l'idéal type parce qu'il n'a jamais dépassé le stade de la théorie, il n'a pas

souffert des compromissions engendrées par l'organisation en régime de l'idéologie (Ibid.). C'est ce trait de caractère qui sera crucial dans l'analyse que fera Sternhell du fascisme : il s'agit moins de faire l'étude de l'adhésion numérique aux mouvements et aux ligues ou de savoir si ceux-ci s'institueront en régime, que de comprendre le climat idéologique permettant l'existence du fascisme, dans sa forme transcendante (Milza, 1987 : 29).

La crise du marxisme et du libéralisme entraîne l'essor de ce qu'il considère comme une droite révolutionnaire, qui se détache des catégories proposées par Rémond. Ce nouveau discours s'inscrit dans le climat du tournant du siècle et sera celui des pères fondateurs du national-socialisme, dont on retrouvera toutes les composantes en France : un volontarisme s'opposant au machinisme de la société industrielle, un profond anti-intellectualisme et antirationalisme, ainsi qu'un relativisme moral se caractérisant par le rejet des valeurs de la bourgeoisie. Ces caractéristiques s'allient à une vision organique de la société : fermée, hiérarchisée, mais aussi plus solidaire et débarrassée des éléments qui en accélèrent la décadence : l'individualisme, les antagonismes de classes, les étrangers et les juifs (Sternhell, 2000a : 50).

### 1.3.6 Dobry : le renouvellement du débat

Dans un ouvrage intitulé *Le mythe de l'allergie française au fascisme*. (2003), regroupant des textes de plusieurs chercheurs français et américains dirigés par Michel Dobry, plusieurs historiens proposent un renouvellement du débat concernant l'analyse du fascisme. Visiblement inspirés des travaux remettant en question la légitimité de la « thèse immunitaire » des représentants de l'école française longtemps hégémonique en France, ils proposent une relecture du fascisme, en critiquant notamment les logiques classificatoires et en considérant les contextes historiques particuliers qui orientent l'organisation des droites autoritaires. Ils s'attaquent donc à la vision apaisante de l'école française, qui vise à diminuer l'importance de l'idéologie fasciste en France.

Pour Dobry, il est impératif de se débarrasser des logiques classificatoires qui ont été si importantes pour les tenants de la thèse française. Effectivement, il reproche aux historiens, et il est évident qu'il fait ici référence à Rémond, d'avoir analysé les différents groupes et mouvements politiques sous l'angle d'une classification essentialiste négligeant profondément la réalité historique dans laquelle ils évoluaient. En tentant d'analyser ces mouvements individuellement et « en eux-mêmes », isolément les uns des autres et hors de leurs univers et contextes sociaux, les historiens de la thèse française ont commis une erreur qui fausse leurs analyses (Dobry, 2003 : 20).

Pour cet auteur, la propension des historiens de la thèse immunitaire à définir le fascisme par une série de critères élaborés à la manière d'un télescopage, a pour effet de créer des réalités imaginaires qui correspondent à « l'essence » de ce qu'ils tentent de nommer « fascisme » ou « fascisme authentique » (Dobry, 2003 : 45).

Afin de ne pas répéter l'erreur des historiens de la thèse française, Dobry propose d'analyser les mouvements politiques de l'entre-deux-guerres, non pas isolément, mais d'un point de vue relationnel. Il suggère plutôt de tenter de comprendre comment le jeu d'attribution des labels influence l'orientation de ces mouvements. Il faudrait également les étudier de façon particulière, mais pas exclusive, tout en tentant de comprendre leurs rapports au monde social et à l'univers de compétition dans lequel ils tentent, eux-mêmes, de se définir. Par cette méthode, il serait alors possible de s'extirper de cette logique classificatoire et essentialiste qui en fausserait l'analyse (Dobry, 2003 : 47).

Dobry critique aussi la position, particulière à la thèse immunitaire, qui s'attend des mouvements de la droite autoritaire qu'ils s'affirment et se définissent ouvertement. Ainsi, cette posture abolit le temps d'apprentissage, permettant le développement de l'idéologie au sein d'un mouvement, qui mène à l'existence concrète de ce fascisme.



Parallèlement, elle néglige grossièrement les conjonctures historiques qui influencent nécessairement le développement de telles idéologies (Dobry, 2003 : 50).

#### 1.4 La place du Groupe Union Défense dans le débat

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, l'étude de la droite groupusculaire française reste peu étoffée. La plupart des chercheurs et universitaires spécialisés dans l'étude de l'extrême droite en France se sont attardés à ses manifestations plus tangibles, soit les partis politiques ayant un rayonnement qui dépasse le cadre de l'agitation de rue et des publications à faible tirage. Dans cette section, nous verrons comment le FN de Jean-Marie Le Pen devient la préoccupation principale pour nombre de chercheurs et nous tenterons d'en tirer un certain nombre de conclusions qui nous permettront d'étendre notre compréhension de la trajectoire des mouvements associés à la droite groupusculaire se positionnant « à la droite du Front ».

D'abord, nous tenterons de replacer le GUD dans le débat sur l'existence et la portée du fascisme en France. En reprenant les principales positions de ce débat, qui trouve ses origines dans l'analyse des mouvements et des ligues de l'entre-deux-guerres, nous établirons un certain nombre de parallèles qui nous permettront d'analyser la droite groupusculaire du deuxième 20<sup>e</sup> siècle.

Nous nous pencherons également sur les travaux traitant plus spécifiquement du GUD. Bien que ces travaux soient peu nombreux, ou périphériques à des recherches plus larges sur l'extrême droite, nous constatons que ce mouvement étudiant reste, pour beaucoup de chercheurs, le symbole de cette tendance dans le mouvement étudiant. Nous explorerons donc ces travaux, en tentant de comprendre l'importance réelle de la présence du groupe sur le développement d'un nationalisme caractéristique de cette extrême droite groupusculaire. Nous aborderons, par ailleurs, un certain nombre de publications non universitaires ayant, bien davantage que celles issues du milieu universitaire lui-même, affirmé le danger de l'existence et de la



propagation des idées du GUD à Assas. Bien qu'il ne s'agisse pas de travaux d'histoire à proprement parler, ces témoignages seront utiles pour la compréhension de l'étendue et la présence du GUD sur le terrain. En s'attardant à la perception qu'en avaient leurs adversaires, nous pourrions tirer des conclusions quant à la réelle portée de leur action.

#### 1.4.1 Le GUD et la droite groupusculaire française post deuxième Guerre Mondiale

Dans cette section, nous étudierons les liens du GUD avec ce que nous appellerons la « droite groupusculaire ». En effet, la réactivation de réseaux d'extrême droite après la Deuxième Guerre mondiale et dans la foulée de la guerre d'Algérie, entraîne la création d'une constellation de partis et de mouvements qui, certes, ne peuvent être comparés aux ligues de par leur degré significativement plus faible de soutien populaire, mais qui ravivent des courants idéologiques que l'on croyait enterrés par la guerre et la blessure de la collaboration. La distinction est importante pour notre recherche. Alors que plusieurs spécialistes de l'extrême droite se sont attardés à l'étude de partis politiques officiels par la dissection de leurs programmes, de leurs résultats électoraux, et des impacts directs de leur action sur la société (Camus, 1996; Dély, 1999), les travaux abordant directement cette droite groupusculaire se situant à la droite des partis officiels et dont le nombre de membres est significativement plus restreint, semblent beaucoup plus rares. Nous estimons, comme le postule Roger Griffin (1999), que ces groupuscules radicaux méritent d'être étudiés et que leur impact, qui semble minime par rapport à l'action des partis de masse, peut être mesuré par la mise en relation des différents mouvements constitutifs de cette constellation d'extrême droite nationaliste et néofasciste.

De nombreuses études sur le Front National ont été publiées au cours des trente dernières années. Bien qu'importants dans l'analyse de l'extrême droite, ces travaux se limitent souvent à l'étude du parti en mettant l'accent sur ses politiques officielles, la composition de son électorat et ses résultats aux diverses élections, obscurcissant

ainsi la nébuleuse d'extrême droite qui en compose la frange la plus radicale. Comme le propose Dobry, en affirmant qu'il est naïf de penser que ces groupuscules marginaux se définissent comme représentants d'une idéologie proche de ce que fut le fascisme de la Deuxième Guerre mondiale, il est aussi possible de constater avec cet auteur la volonté de ces partis et mouvements de se distancer du FN, qui finira paradoxalement par en intégrer les différentes tendances.

Dans son ouvrage *Le Front National : Histoire et analyses* (1996), Jean-Yves Camus expose cette étrange relation entre la droite groupusculaire et le FN :

Se poursuit ensuite pendant 20 ans l'ère groupusculaire (1961-1981), date de naissance de tous les réseaux qui sous-tendent actuellement l'activité du FN, époque de gestation ou de réactualisation de tous les courants idéologiques qui irriguent aujourd'hui ce parti. [...] Il est pourtant inexact de comparer le FN aux mouvements fascistes de l'entre-deux guerres : d'abord, ceux-ci n'ont jamais atteint en France le succès du Front National; ensuite, le contexte socio-économique n'est pas comparable. La réalité est plus complexe : si le FN emprunte à diverses traditions de l'extrême droite française, son ascension est avant tout une réponse, décalée dans le temps au départ, à la crise économique et sociale que traverse la France [...] (Camus, 1996 : 11)

Nous voyons donc ici comment le Front National, parti populiste émergeant d'un contexte de crise, s'inspire d'une tradition d'extrême droite dont il tente paradoxalement de se distancer. C'est précisément dans cette tradition que s'inscrit le GUD. Nous tenterons donc d'aller au-delà des études sur le FN, pour nous intéresser directement à cette droite groupusculaire néofasciste qui se développe dans les années 1960 et 1970 et dont le GUD constitue une branche étudiante.

#### 1.4.2 L'état de la recherche sur le GUD

Malheureusement, peu de travaux sur ces groupuscules extrémistes ont été publiés et le GUD occupe une place marginale dans cette historiographie déjà peu étoffée. L'article de Roger Griffin « Net gains and GUD reactions: patterns of prejudice in a Neo-fascist groupuscule » (1999), constitue l'un des rares travaux traitant

spécifiquement du mouvement étudiant. Il sera donc l'une des pièces centrales de notre analyse. Si l'article tente de replacer le GUD dans le contexte des années 1990, suite à son changement de nom, en analysant les réseaux d'associations du mouvement dans sa tentative de retour sur la scène politique, notre analyse traitera pour sa part d'une période antérieure à celle abordée par Griffin. Nous nous concentrerons sur la période allant de 1968 à 1988, période qui est, selon nous, celle pendant laquelle le mouvement s'établira comme représentant de cette tendance groupusculaire radicale. Nous reprendrons pour ce faire le postulat selon lequel l'action du groupe ne peut être comprise et évaluée sans considérer la place et les relations du mouvement dans un réseau de mouvements et de partis inspirés de tendances que l'on pouvait déjà observer dans l'action des ligues des années 1930.

Par ailleurs, Nicolas Lebourg, chercheur associé au Centre de Recherches Historiques sur les Sociétés Méditerranéennes (CRHISM), publie aussi des articles sur le GUD. Plus particulièrement, son article « L'Odyssée des Rats noirs : voyage au cœur du G.U.D. », paru en 2010 dans la revue *Histoire*, propose une perspective historique sur le groupe. L'article offre une analyse mettant de l'avant l'idée d'autoreprésentation, qui sera cruciale pour les militants du GUD. Il expose les divers affrontements avec les gauchistes ayant contribué à la construction de la légende des Rats noirs. L'auteur expose par ailleurs la façon dont ce groupe développe un style qui restera caractéristique de la mouvance jusqu'à nos jours: l'autodérision, un sens de l'humour acerbe et une propagande efficace, notamment dans leur journal *Alternative*, ont été des outils qui ont participé à l'élaboration d'un univers caractéristique des Gudars. Toutes ces caractéristiques, selon Lebourg, participent d'une façon inédite de militer à l'extrême droite :

Cela est tout à fait révélateur de la façon très sentimentale, antidogmatique, d'être fasciste en une ère postmoderne et matérialiste. N'importe le manque absolu de prise sur le réel social : ce qui compte c'est de fonder une communauté qui se définit par le partage d'une contre-culture. (Lebourg, 2010b : 4)

Cet auteur remarque également que les orientations idéologiques du GUD semblent hétéroclites et déterminées davantage par le choix des ennemis dans un rapport antagoniste à « l'autre » que par une réelle construction idéologique structurée. Nous postulons dans ces pages qu'il existe un certain nombre de caractéristiques idéologiques qui rapprochent les positions du GUD des ligues des années 30. Cela dit, l'aspect antagoniste décrit par Lebourg nous apparaît comme crucial pour la compréhension de l'adhésion et du militantisme des Gudars.

Dans un autre article, Lebourg propose une analyse du passage crucial du fascisme au néofascisme après la Deuxième Guerre mondiale. Selon l'auteur, il existe, au sein des mouvements et de l'idéologie fasciste, une frange marginale européeniste qui jette les bases du néofascisme émergent dans le deuxième 20<sup>e</sup> siècle (Lebourg, 2006 : 39). Nous utiliserons cette analyse pour démontrer que le GUD s'inscrit dans cette tendance néofasciste et participe à la réactivation de certaines idées, qui furent celles des mouvements de l'entre-deux-guerres.

Le GUD est aussi référencé dans plusieurs ouvrages traitant de l'extrême droite dans une perspective plus large. Dans le livre d'Ariane Chebel-D'Appollonia, *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen* (1988), on retrouve une analyse des différents mouvements constituant la droite groupusculaire française. En soulignant le désir d'unité qui habite les militants d'extrême droite au milieu des années soixante, elle propose une analyse de la création de ces différents mouvements menant à l'avènement du Front National. Elle met par la suite en lumière l'incapacité du FN de réunir, sous une même bannière, les groupuscules plus radicaux et la droite modérée (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 332). En tablant sur l'idée « qu'une propagande a d'autant plus d'impact, si elle s'articule sur quelques points soigneusement sélectionnés, pouvant intéresser l'ensemble des électeurs, de droite comme de gauche » (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 319), le FN s'aliène ainsi l'appui de ses éléments les plus radicaux. La lutte qui opposera le FN au Parti des Forces Nouvelles



(PFN), nouvellement créé suite à la dissolution d'Ordre Nouveau, démontre l'incompatibilité entre une droite nationaliste choisissant une approche électoraliste et qui tente de fédérer les tendances plus modérées et les groupuscules d'extrême droite les plus radicaux. Le GUD restera donc associé à cette frange anti-FN, qui perdurera à travers les années 1970 jusqu'au déclin de la droite groupusculaire dans les années 1980.

Chebel-D'Appollonia expose les tendances de cette droite groupusculaire en utilisant aussi le terme « néofascisme ». Selon elle, l'action de ces partis s'organise autour d'une double dimension alliant une tentative visant à rendre acceptable la référence au fascisme à un effort de renouvellement de son corpus doctrinal « en enrobage cette référence d'une enveloppe pseudo-scientifique et en usant de métonymies au lieu de termes désormais bannis du discours extrémiste » (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 340). Les diverses tendances de ce néofascisme se déclinent autour de quatre grandes catégories : les héritiers directs des Nazis (se réclamant de la doctrine et acceptant volontiers l'épithète), le néofascisme européen, le solidarisme et le nationalisme révolutionnaire (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 348).

L'ouvrage de Joseph Algazy, *L'extrême droite en France de 1965 à 1984* (1989), aborde pour sa part le GUD en présentant ce mouvement étudiant comme l'une des composantes d'un renouveau d'une extrême droite dans le contexte de Mai 68. Il réaffirme le rôle de troupe de choc que joue le mouvement étudiant au Quartier Latin et le contrôle qu'il exercera sur Assas. Concernant l'étude de la droite groupusculaire, Algazy adopte une approche alliant l'action des solidaristes à celle des nationalistes-révolutionnaires. Comme nous l'avons vu précédemment avec les articles de Lebourg, les vacillements idéologiques et les diverses associations du GUD avec différents mouvements de cette droite groupusculaire empêchent une classification qui nous donnerait les clés de la compréhension de ce groupe. Bien qu'il existe une filiation évidente entre le GUD, Occident, Ordre Nouveau et le Parti des Forces



Nouvelles (PFN), pouvant nous permettre d'associer le groupe à la tendance solidariste, leurs positions ambivalentes et les relations oscillantes avec les nationalistes révolutionnaires nous montrent que cette association n'est pas aussi évidente qu'elle n'y paraît. Nous choisirons donc, dans ces pages, de présenter le GUD en exposant ces complexes relations qui font du mouvement étudiant, non seulement un acteur important du portrait plus global de cette droite groupusculaire « néofasciste », mais aussi un des moteurs du recrutement et du développement de militants.

Finalement, plusieurs études sur les groupuscules d'extrême droite ont été publiées par des journalistes français. Comme il ne s'agit pas de recherches universitaires, nous élaborerons sur la façon dont nous les utiliserons à la section 1.5.1 portant sur les sources.

### 1.5 Approche théorique : méthodes, sources et hypothèses

Ce travail opte pour une approche théorique plus près de celle proposée par Dobry, en évitant les logiques classificatoires et en privilégiant l'étude de l'idéologie et de l'action du GUD. Ainsi, nous éviterons le piège dans lequel sont tombés plusieurs historiens et politicologues, pour qui les droites autoritaires et antiparlementaires ne constituent qu'une tendance marginale n'ayant que peu — ou pas — d'impact politique. Alors que la documentation et les recherches concernant les partis politiques officiels sont exhaustives, l'action des groupuscules d'extrême droite post Deuxième Guerre mondiale a été peu étudiée par les historiens. L'étude des mouvements les plus à droite est surtout le fait de journalistes ou de groupes activistes antiracistes, et trop peu souvent celui de chercheurs universitaires (Griffin, 1999 : 2). Bien que la plupart de ces groupuscules aient été marginaux et n'aient existé que sur de courtes périodes, ils sont importants dans la mesure où ils représentent une tendance qui s'exprime de façon continue dans le paysage politique français. En effet, l'action de la droite groupusculaire néofasciste semble survivre aux

dissolutions, interdictions et répressions policières, ce qui nous permet d'y entrevoir la continuité d'une idéologie, qui prend des visages différents selon les époques, mais qui semble constituer une frange constante du spectre politique français. Comme l'explique Sternhell :

Il n'y a aucune raison méthodologique de penser, de même qu'il n'y en a aucune de dire que la droite extrême, fasciste ou fascisante, a été enterrée une fois pour toutes en 1945. Pétainiste, mussolinienne ou hitlérienne, cette droite qui avait su réunir les intellectuels les plus en vue et les simples gens des grandes métropoles européennes n'est pas née dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, pas plus qu'elle n'est morte dans les ruines de Berlin. Quelque idée qu'on se fasse de son avenir, cette droite fait toujours partie de notre monde. (Sternhell, dans Dobry, 2003 : 406).

Partant de ce constat, nous baserons notre analyse du GUD dans une perspective non classificatoire, en nous attardant non pas à déceler des caractéristiques qualifiantes ou disqualifiantes du mouvement étudiant par la comparaison à une définition objective du fascisme, mais plutôt en replaçant le GUD dans un contexte étudiant post Mai 68. En portant une attention particulière à son action et à l'ensemble de ses prises de position, nous verrons comment il s'inscrit dans la continuité des ligues et des mouvances d'extrême droite des années 1930 en France.

Ce mémoire se donne pour ambition de rechercher les causes et les conditions de l'éclosion d'un mouvement étudiant d'extrême droite dans un paysage fortement dominé par l'ultragauche. Si la thèse immunitaire fut très ouvertement critiquée à partir de la fin des années 1960, notamment par les travaux de Paxton (1996, 2000), Sternhell (1997, 2000a), Nolte (1969) et Burrin (1986), le primat de l'idéologie affirmé par les historiens des idées fut aussi critiqué par les chercheurs qui leur succéderont. Effectivement, l'idéologie n'est pas à la racine de l'action. Pour reprendre l'affirmation de Laurent Kestel, dans son analyse de Doriot et du PPF :

Le monde de l'idéal n'est pas celui de l'idéal, cet espace éthéré où les idées règneraient en maître sur l'être, le vouloir et l'agir. Les idées servent à se différencier des autres compétiteurs

politiques; elles n'ont de sens que relationnellement; elles constituent un vecteur des luttes politiques autant pour la conquête des postes électifs que pour le contrôle de l'appareil; elles participent enfin à la cohésion du groupe. (Kestel, 2012 : 9)

Ce mémoire propose donc une approche s'inscrivant dans la tendance soulevée par le renouvellement du débat sur le fascisme; il semble effectivement pertinent d'analyser le Groupe Union Défense pour son action, son idéologie et sa portée dans le monde étudiant parisien post Mai 68. L'exploration de l'influence d'un climat politique particulièrement effervescent sur la constitution d'un tel groupe, se définissant par l'opposition aux tendances dominantes, permettra de dresser un certain nombre de parallèles avec d'autres mouvances nationalistes, antimarxistes et antiparlementaires dont l'existence perdurera durant le second 20<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, en déplaçant le fascisme de catégorie d'analyse à objet d'analyse, nous verrons comment les luttes politiques de l'époque influenceront le processus d'autodéfinition d'un groupe à l'opposé de la tendance dominante. Sans tomber dans l'excès structuraliste faisant de l'individu le pur produit d'une catégorisation, nous tenterons de comprendre dans quelle mesure les orientations politiques et idéologiques du GUD seront influencées par leur opposition à ceux qu'ils considèrent comme l'ennemi.

Le GUD occupe une place particulière dans le paysage politique de l'époque post-soixante-huitarde : sa relation avec l'université Panthéon-Assas en est un aspect crucial. C'est dans cette double relation d'appropriation d'une faculté et d'opposition féroce aux mouvements étudiants de gauche que nous analyserons ce groupe pour le replacer dans le contexte plus large de ses relations aux autres acteurs du mouvement nationaliste français. Un autre défi de ce mémoire réside dans son objet d'étude: la nature instable et le changement constant d'effectifs des mouvements étudiants en rendent l'étude particulièrement complexe. Pour pallier à la difficulté évidente que constitue l'éphémérité de l'engagement étudiant dans le parcours politique des différents membres du GUD, nous tenterons, par l'exposition des différentes

ramifications associées à la droite néofasciste française, de comprendre où se concrétise cette action politique une fois le parcours universitaire terminé. Qu'il s'agisse d'une initiation à la vie politique qui entraînera un engagement au sein de partis plus traditionnels ou, au contraire, d'une action groupusculaire qui se concrétisera au sein d'autres mouvements, ce temps étudiant sera crucial dans la formation et dans l'orientation des choix politiques de ses membres. Les liens qu'auront les membres du GUD avec le réseau plus large de la droite groupusculaire en témoignent.

En nous basant sur les travaux constitutifs de l'historiographie de l'extrême droite française, nous tenterons donc de définir la place du GUD dans le paysage plus large de la droite groupusculaire française de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. En portant une attention particulière au contexte idéologique de l'émergence de cette mouvance néofasciste estudiantine, nous verrons de quelle façon ce groupe s'inscrit dans une relation de continuité avec les ligues des années 1930, et de quelle façon les idées d'une droite ultranationaliste, antimarxiste et xénophobe, reprenant les symboles des régimes fascistes de la guerre, perdurent malgré la blessure entraînée par la collaboration lors de la Deuxième Guerre mondiale.

### 1.5.1 Sources

La droite néofasciste fut particulièrement fertile en publications; cette frange extrême du spectre politique saura se créer un style particulier qui sera repris par les générations qui suivront. Ces journaux seront de précieuses sources et nous permettront de comprendre l'idéologie du GUD et de dresser un portrait du complexe réseau d'alliances qu'entretiendra le mouvement avec d'autres formations politiques. Les informations récoltées lors d'un séjour de recherche à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), à Paris (Nanterre), nous permettront d'utiliser les écrits du GUD et des partis et mouvements de la droite groupusculaire ainsi que certains rapports des renseignements généraux et de la police



parisienne pour comprendre leur action et ainsi dresser un portrait des alliances du GUD ainsi que des grands axes de son idéologie. Effectivement, l'étude de journaux tels qu'*Alternative*, *Occident Université*, *Pour un ordre nouveau*, *Pour une Force Nouvelle* ainsi que *Faire Front*, tous associés à cette droite groupusculaire et exposant les liens du GUD avec d'autres formations politiques d'extrême droite, et des rapports de Jacques Delarue, pour le compte des renseignements généraux, constitueront le corpus de sources primaires de ce mémoire. Par ailleurs, l'exemplaire du bilan des deux premières années d'*Ordre Nouveau*, également consulté à la BDIC, nous éclaire sur le rôle du GUD au sein de ce mouvement et de l'impact qu'il aura sur l'élaboration de sa politique relative à l'Université.

Nous utiliserons aussi, à titre de sources, les écrits de certains des membres du groupe jetant un regard *a posteriori* sur l'action menée à l'époque de leur engagement politique étudiant. Nous opposerons ces témoignages à ceux d'étudiants ayant lutté contre le GUD au sein de mouvements d'extrême gauche à la même période, tirés de deux ouvrages: *Les rats Noirs* (1977), écrit par le journaliste Grégory Pons et *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995* (1995)<sup>4</sup> dirigé par Chatillon, avec la collaboration de Thomas Lagane et Jack Marchal. Bien qu'il ne s'agisse pas de travaux universitaires, ces ouvrages permettent de replacer le groupe dans un contexte de luttes féroces — souvent violentes — qui opposent les étudiants nationalistes à ceux qu'ils surnomment « les gauchistes ».

### 1.5.2 Méthodes

Pour comprendre à la fois l'émergence du Groupe Union Défense et son action de la fin des années 1960 à la fin des années 1980, nous mettrons en relation à la fois le corpus théorique composé des recherches sur le mouvement étudiant et la droite groupusculaire, et les informations tirées des sources primaires présentées à la section

---

<sup>4</sup> Les chapitres 2, 3, 4, 5 et 6 de ce livre évoquent plus particulièrement la création et les principaux « faits d'armes » du GUD.



précédente. De cette façon, nous pourrions développer l'analyse du GUD dans une perspective relationnelle, en l'inscrivant dans une mouvance plus large.

Le deuxième chapitre de ce mémoire constituera une analyse de la position idéologique du groupe à travers l'étude de ses publications. Nous pourrions alors dresser un portrait des grands axes de l'idéologie à l'œuvre en identifiant les éléments qui constituent une réactivation d'idées des ligues des années 1930 permettant d'établir la filiation du groupe avec le courant néofasciste.

Le troisième chapitre permettra d'élargir l'analyse à la droite groupusculaire française. Nous pourrions ainsi comprendre le rôle du GUD dans le développement de l'extrême droite néofasciste au cours de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. L'exposition des relations entre le mouvement étudiant et les autres mouvements et partis associés à cette frange du spectre politique français nous permettra de comprendre comment s'organise cette mouvance. L'existence et la survie du GUD à travers toute la période constituant l'âge d'or de cette droite groupusculaire nous permet d'observer le rôle primordial du groupe, à la fois par la stabilité qu'il aura, contrairement aux partis adultes auxquels il s'associera, et par son statut de mouvement étudiant qui lui confèrera un rôle capital dans la formation de militants.

### 1.5.3 Hypothèse de recherche

Nous proposons l'hypothèse qu'une droite néofasciste est présente en France tout au long de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle et que le GUD en est une des expressions au sein du mouvement étudiant. En exposant les relations de ce groupe avec les différentes formations formant la galaxie politique de l'extrême droite groupusculaire post-soixante-huitarde, nous démontrerons que malgré certaines revendications contradictoires et à première vue hétéroclites, ces groupes s'inscrivent dans une tradition d'extrême droite aux racines bien ancrées en France, et qui ressurgit à différentes époques et sous différentes formes. La période à l'étude, allant de la

création du GUD en 1968 à son déclin en 1988, constitue une période pendant laquelle le mouvement étudiant évolue de façon indépendante à tout autre mouvement étudiant et fait vivre, à Assas et dans certaines autres facultés parisiennes et de province, une extrême droite en phase avec les mouvements d'une droite groupusculaire néofasciste qui rappelle l'action des ligues des années 30. À la fin des années 1980, le Front National réussit à intégrer les tendances néofascistes en son sein tout en atténuant la radicalité de ses éléments les plus virulents; ce qui correspond au déclin de cette droite groupusculaire, et conséquemment, du Groupe Union Défense. L'analyse des liens qu'entretiennent le mouvement étudiant et les groupuscules d'extrême droite de l'époque avec le Front National, ainsi que celle des trajectoires individuelles de certains membres importants du GUD mettent en lumière la façon par laquelle s'organise le déclin de ces groupuscules et l'essor du Front National, qui en incorporera l'idéologie.

## CHAPITRE II

### LE GUD : UN MOUVEMENT ÉTUDIANT NÉOFASCISTE

Le Groupe Union Défense n'est pas une anomalie dans le paysage politique français; sa création et son existence s'inscrivent dans une tradition de mouvements d'extrême droite issue de courants ayant atteint leur apogée dans les années 1930, et qui sera réactivée dans les années 1960, malgré les blessures de la Deuxième Guerre mondiale et de la collaboration. Dans ce chapitre, nous étudierons le processus ayant mené à la création du GUD. Par ailleurs, nous tenterons de dresser un portrait de son organisation, en évoquant la relation particulière qu'aura ce mouvement étudiant avec l'université Panthéon-Assas. Enfin, nous présenterons les grandes lignes de l'idéologie propre au groupe, en dressant un parallèle avec la réactivation, par l'action des partis et mouvements constitutifs de la droite groupusculaire française, d'idéologies s'inspirant des ligues des années 1930.

#### 2.1 Des cendres d'Occident

Le mouvement Occident est central dans la compréhension de la création du GUD. Créé en avril 1964 suite à la scission de la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN), le mouvement s'organise autour de son porte-parole, Pierre Sidos, militant nationaliste de longue date (notamment à Jeune Nation) et fondateur, avec Dominic Venner, du Parti Nationaliste, créé en 1958 et interdit quelques années plus tard (Algazy, 1989 : 45). Sidos aura une autorité théorique presque totale sur les orientations idéologiques du mouvement (Chatillon et al., 1995 : 10). Autour de lui, on retrouve déjà Alain Robert, Alain Madelin, Frédéric Brigaud, Patrick Devedjian et

Gérard Longuet (Chatillon et al., 1995 : 11). La plupart des membres de ce noyau central d'Occident seront aussi membres fondateurs du GUD, en 1968. Sidos recrutera également François Duprat, un militant nationaliste à Jeune Garde exclu de la FEN quelques années auparavant (Chatillon et al., 1995 : 10).

Selon un rapport de Jacques Delarue déposé pour le compte des renseignements généraux à la préfecture de police de Paris, Occident est décrite comme une organisation ayant « des aspects politiques et organiques se rattachant à la mythologie fasciste » (Delarue, 1968 : 2). On y retrouve effectivement un fort culte du chef, un caractère sectaire et un « esprit de meute » se caractérisant par de fréquentes opérations « commando » parfois excessivement violentes. La manifestation du 6 février 1965 en témoigne : les militants distribuent un tract célébrant les « autres 6 février », celui de 1934 avec les émeutes des ligues; celui de 1945, date d'exécution de Robert Brasillach; celui de 1956, où des tomates furent lancées sur Guy Mollet à Alger; celui de 1956: la bombe qui éclate au Palais Bourbon (Algazy, 1989 : 46). Les militants s'en prennent ensuite à la permanence du Parti Communiste et font plusieurs blessés. On voit dès lors que le mouvement revendique sa filiation à l'idéologie fasciste des ligues, par la référence à l'émeute de 1936 et la commémoration de l'exécution d'un collaborateur. Alain Robert, futur membre fondateur du GUD, agit déjà comme une figure importante au sein d'Occident : il joue le rôle d'un chef de bande qui s'apparente plus à un groupe de délinquants qu'à une véritable structure politique (Ibid.).

Occident développe, autour de sa structure politique, une mythologie du militantisme nationaliste. On érige la discipline et la force physique comme des impératifs militants. Le groupe est foncièrement raciste; la suprématie de la race blanche et de la civilisation occidentale constituent le thème central de son positionnement idéologique (Algazy, 1999 : 47). Le caractère antidémocratique de la formation politique est indéniable; souvent maurrassiens, les militants sont violemment

antiparlementaires. Jacques Delarue les décrit comme étant « nostalgiques d'un passé qu'ils ne connaissent pas, mais qu'ils glorifient. » (Ibid.) Les militants ont, par ailleurs, une vision idéaliste de la société qu'ils tentent de créer : de par un dégoût pour la décadence de la société actuelle, ils agissent en zélateurs d'une mystique de la vie collective et affirment leur volonté de régénérer la communauté nationale par la pratique de vertus viriles (Ibid.).

Encore une fois, ces idées s'inscrivent dans une logique de dédramatisation du fascisme, qu'ils revendiquent tout en tentant d'en minimiser les conséquences en dissociant l'idéologie des exactions des régimes fascistes de la guerre. Leur action politique est teintée d'une exubérance latine et d'une volonté de retour à la nature, notamment par le retour à la pureté de la race et le culte de la jeunesse caractéristiques du romantisme fasciste. Le rejet à la fois du marxisme et du libéralisme sera central dans l'organisation idéologique d'Occident, et conséquemment, du GUD. En s'opposant aux deux courants hégémoniques de la guerre froide, ils reprendront une vision que l'on pouvait déjà retrouver dans les ligues des années 1930, notamment au Faisceau de Valois, qui pense trouver dans le fascisme l'idéologie de transcender les antagonismes entre ces deux courants (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 198). Cette vision se concrétisera dans le courant de la Troisième Voie.

Alors composé d'un effectif oscillant entre 300 et 400 membres à Paris (Delarue, 1968 : 2), Occident se fait connaître du grand public à l'occasion de la campagne présidentielle de 1965. En s'associant à la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour, figure populaire auprès des militants nationalistes en raison de ses positions en faveur de l'Algérie Française et des accusés de l'Organisation Armée Secrète (OAS), Occident fait ses premiers pas dans la politique active (Chatillon et al., 1995 : 11). Suite à l'échec retentissant de la campagne de Tixier-Vignancour, qui n'obtient que 5,2 % des suffrages (entraînant du fait la dissolution des organisations



de la droite « Tixier »), Occident entreprend une réorganisation de ses effectifs. Selon les mémoires de militants nationalistes exprimés dans *Les rats maudits* (Chatillon et al., 1995), le groupe rompt ses liens avec ceux qu'ils appellent « les nationaux », jugés trop modérés et collaborateurs du régime en place. Il entreprend un virage jeunesse qui se traduira notamment par la mise à l'écart de Pierre Sidos, lors d'une réunion en province à la fin de juin 1966 (Algazy, 1989 : 66). La révolution nationale doit primordialement passer par la jeunesse, « le reste suivra » (Chatillon et al., 1995 : 11).

En se tournant ainsi vers la jeunesse, Occident se doit conséquemment d'assurer sa position au sein du mouvement étudiant et de l'Université. Dès la rentrée 1966, et malgré le fait qu'Occident ne compte alors que quelques douzaines de militants formant le noyau dur de la formation, on tente d'occuper le terrain au Quartier Latin, où, par de nombreux épisodes de harcèlement et de violence à l'encontre des étudiants d'extrême gauche, le groupe tente de faire croître sa réputation et d'incarner la légitimité du mouvement néofasciste, notamment par l'adoption de la croix celtique comme symbole (Chatillon et al., 1995 : 12). Au-delà de sa réputation virulente et violente dans les rues du Quartier Latin, Occident se voit déjà contrôler le syndicalisme étudiant réunifié, en intégrant et en occupant des positions stratégiques au sein de la Fédération Nationale des Étudiants Français (FNEF) et en opposition à l'Union Nationale des Étudiants Français (UNEF) (Chatillon et al., 1995 : 13). Malgré les divergences qui avaient poussé les membres fondateurs d'Occident à quitter la FEN, les deux groupes collaboreront en de nombreuses occasions pour tenter d'agir en tant que contre-pouvoir à l'hégémonie des mouvances étudiantes d'extrême gauche.

Le 20 mai 1966, Occident réussit à mobiliser 300 militants, qui attaqueront une manifestation d'étudiants d'extrême gauche au Quartier Latin (St-Michel/St-Germain). Deux jours plus tard, le groupe émet un communiqué de presse dans lequel

il revendique deux attentats, l'un contre la librairie La Joie de Vivre et l'autre contre le café Champollion (Algazy, 1989 : 53). La librairie sera de nouveau attaquée le 10 décembre 1966; *Le Monde* relate les événements dans son numéro du 13 décembre, en décrivant une attaque de militants armés de barres de fer et de pétards fumigènes. De plus, les militants d'Occident s'opposeront, toujours en 1966, à la présentation de la pièce *Les Paravents* de Jean Genet, aux côtés des membres restants de la FEN et de Roger Holleindre, figure importante de l'Algérie Française (Chatillon et al., 1995 : 13). Cependant, la bataille qui marquera les esprits en tant que réel début de l'escalade de la violence et de l'armement dans le monde universitaire se produit le 11 octobre 1966, lorsque les militants d'Occident se rendent à Nanterre pour distribuer des tracts et attaquent des militants trotskystes en faisant au moins sept blessés, dont trois seront hospitalisés (Algazy, 1989 : 53). L'utilisation de la violence devient à ce moment la tactique privilégiée des militants du mouvement.

Suite aux relatifs « succès » de ces manifestations, Occident réussit à récupérer des membres d'une FEN en réelle perte de vitesse et certains effectifs du défunt comité « Tixier ». Selon les mémoires des militants, on réussit à recruter une centaine d'étudiants qui se grefferont au noyau dur d'Occident, et une centaine de sympathisants, qui pourront éventuellement être mobilisés au besoin (Chatillon et al., 1995 : 14). Cependant, les estimations de Jacques Delarue pour les renseignements généraux suggèrent des effectifs réduits de moitié (Delarue, 1968 : 8)

Occident déménage son local, jusque-là situé dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, vers la rue de la Serpente, près des boulevards St-Michel et St-Germain. La brasserie du Relais Odéon devient alors le quartier général des militants d'extrême droite parisiens (Chatillon et al., 1995 : 14). Malgré le rapport de force inégal opposant les militants d'extrême droite aux étudiants d'extrême gauche, une étape importante est franchie : Occident occupe dorénavant une véritable place au sein de la mouvance étudiante parisienne et une présence significative au Quartier Latin.

Face à l'effervescence politique au sein du milieu étudiant, qui atteint son paroxysme dans la foulée des événements de Mai 68, Occident et l'extrême droite dans son ensemble n'ont d'autre choix que de prendre position. Occident, farouchement opposé tant au pouvoir gaulliste qu'au marxisme des étudiants d'extrême gauche, attribue « aux agitateurs rouges » et à la société de castes antagonistes qu'ils ont créée, la responsabilité de cette crise sans précédent. Dans un texte intitulé « Enseignement et Nation — Occident », le groupe propose sa propre vision de l'enseignement supérieur. On y décrit une réforme de l'Université qui serait populaire, mais aussi résolument nationale : « un enseignement au service de la nation » (Delarue, 1968 : 8).

Dès les débuts de l'année 1968, des violences éclatent lors d'une distribution de tracts d'Occident. Les affrontements entre nationalistes et étudiants d'extrême gauche culmineront le 28 octobre, alors que les membres d'Occident font exploser une librairie maoïste parisienne, en guise de représailles suite à une attaque de la brasserie Le Relais Odéon, où des militants gauchistes auraient lancé un cocktail Molotov (Chatillon et al., 1995 : 30).

Le 31 octobre, la dissolution Occident est prononcée par le conseil des ministres, par crainte d'une escalade de la violence (Ibid.). Bien que de courte durée, l'expérience d'Occident sera formatrice pour de nombreux militants. Effectivement, ce groupe a instauré un certain nombre de principes qui seront repris par de nombreux groupes d'extrême droite, et particulièrement par sa branche étudiante. Premièrement, le principe de direction collégiale instauré par Occident propose une rupture avec la tradition des mouvements d'extrême droite, où les luttes entre chefs sont fréquentes. L'expulsion de Pierre Sidos correspond donc à un tournant important pour le groupe, alors que la figure du chef détenant tous les pouvoirs semble disparaître. Cependant, il ne s'agit là que d'un court épisode et les luttes intestines caractéristiques de l'extrême droite ne manqueront pas de revenir hanter les héritiers d'Occident.

Deuxièmement, la revendication de l'utilisation de la violence comme moyen pour gagner du terrain dans les facultés peut nous permettre d'évoquer un parallèle avec l'organisation de style militaire caractéristique des ligues des années 1930. Bien que la portée et les effectifs aient été beaucoup plus restreints à Occident qu'au sein des ligues, on y retrouve un rejet violent de l'approche legaliste et la valorisation d'une agitation de rue violente qui existait tant au Faisceau de Valois, à la Solidarité Française de Coty, au Francisme de Bucard, qu'au sein des autres ligues revendiquant leur filiation au fascisme.

En promouvant une action musclée « contre l'empire marxiste », le mouvement fait parler de lui dans les médias traditionnels (Lebourg, 2010b : 1). Le groupe aura même sa tribune grâce au journal indépendant *Occident Université*, une publication dédiée essentiellement à la branche étudiante d'Occident, où l'on s'attaque déjà aux mouvements étudiants traditionnels et par laquelle on tente de faire émerger un contrepoids à la presse « régimiste » (Journal Occident Université, 1966 : 3). Au-delà des attaques contre le marxisme et le libéralisme, on retrouve dans ce journal de nombreuses références à George Valois<sup>5</sup>, et même des textes signés de la plume d'Hubert Brucchi, tentant de récupérer Proudhon en le célébrant comme un précurseur de Maurras (Ibid.). En tant que groupe minoritaire au sein de la mouvance étudiante, ces militants estiment que plus on parlera d'eux, plus ils pourront recruter.

Troisièmement, la relative indifférence d'Occident face aux constructions doctrinales trop rigides leur permet d'éviter les divisions et d'augmenter leurs effectifs. Effectivement, un programme politique et idéologique relativement flou, s'appuyant sur des grands axes souvent déjà couverts par les idéologues d'Europe-Action<sup>6</sup> permet à Occident de rallier les néo-fascistes affichés autant que les nationalistes

---

<sup>5</sup> Leader du mouvement Le Faisceau, mouvement d'extrême droite fasciste des années 1920.

<sup>6</sup> Mouvement d'extrême droite nationaliste rassemblant des membres de FEN, des anciens de l'OAS et d'anciens collaborateurs.



décus du gaullisme, sans entraîner de conflits idéologiques potentiellement toxiques pour l'unité du mouvement. Et finalement, un farouche antiparlementarisme, s'inscrivant dans la tradition des ligues des années 1930, semble faire l'unanimité chez les militants d'Occident et restera, malgré certaines ambivalences, une constante des groupuscules d'extrême droite des années 1970 et 1980.

## 2.2 Création du GUD : recrutement et organisation

C'est suite à la dissolution d'Occident, et dans la foulée des événements de Mai 68, que se formera le Groupe Union Droit, qui deviendra rapidement le Groupe Union Défense (Chatillon et al., 1995 : 33). Cherchant à remobiliser une extrême droite affectée par les dissolutions et en position précaire dans l'université en raison de la mainmise des mouvements étudiants d'extrême gauche, Alain Robert, ancien militant d'Occident et membre fondateur du GUD, estime qu'il est nécessaire d'occuper le terrain et d'assurer une présence dans les facultés. Deux constats sont à l'origine de la création du GUD : d'une part, la promulgation de la loi Edgar Faure (Pons, 1977 : 10), visant à mettre en place des conseils élus dans les universités, ouvre la voie à un réel multipartisme et permet de contester l'hégémonie de l'UNEF et de la FNEF. Par ailleurs, la centralisation des forces militantes dans un seul établissement, où elles seraient en position de force, semble préférable à l'éparpillement de forces minoritaires dans les différentes universités parisiennes. À l'image de Nanterre, bastion historique de l'extrême gauche parisienne, Robert souhaite faire d'Assas un haut lieu du nationalisme étudiant (Chatillon et al., 1995 : 32).

Dès la rentrée 1968, le GUD commence à s'organiser et plusieurs anciens d'Occident rejoignent Alain Robert, notamment Robert Allo, Marie-Françoise David, Gérard Écorcheville, Hugues Leclère, Jack Marchal et Jean-Noël Prade (Chatillon et al., 1995 : 33). Au départ, peu d'étudiants d'Assas rejoignent le GUD, mais les membres issus d'Occident recrutent dans le hall de la faculté et suscitent un certain intérêt



auprès des étudiants de droit. Les membres des mouvements étudiants de gauche commencent à se méfier de la présence du groupe dans l'établissement.

Dès 1969, le GUD présente des candidats à l'élection universitaire et obtient 10 à 15 % des suffrages, non seulement à Assas, où l'on récolte douze sièges (Pons, 1977 : 12), mais également dans les facs de Clignancourt, St-Maur et même Nanterre (Griffin, 1999 : 33).

Le GUD se positionne en opposition directe avec le mouvement Corpo Droit d'Assas sur le territoire de l'apolitisme non gauchiste. Alors que les premiers rassemblent les éléments plus politisés et agités, les seconds conservent l'appui des conservateurs attachés à la tradition (Chatillon et al., 1995 : 36). Malgré cette division, le GUD commence à s'installer de façon durable à Assas au cours de l'année 1969. Conséquemment, les heurts opposant militants gauchistes et nationalistes sont de plus en plus fréquents, les deux factions tentant mutuellement de s'interdire l'accès à la faculté (Pons, 1977 : 10). Assas est la seule université parisienne où le contrôle des cartes étudiantes par les mouvements étudiants constitue une pratique régulière. Déjà, en 1969, l'accès au centre Assas est périlleux pour quiconque s'oppose au GUD (Pons, 1977 : 12).

Pour recruter, le GUD n'hésite pas à emprunter des méthodes « à l'américaine » : on tapisse les murs d'Assas d'affiches, des ballons à l'image du GUD envahissent le hall du centre et le slogan « GUD is good for you » est désormais sur toutes les lèvres (Pons, 1977 : 10). Cependant, le lien fort du mouvement avec les anciens d'Occident provoque une situation relativement inédite : au départ, les Gudars d'Assas ne sont pas majoritairement des étudiants inscrits à la faculté. Des éléments extérieurs viennent se greffer aux effectifs étudiants pour faciliter à la fois le recrutement et l'établissement durable du groupe au centre Assas. Le statut de mouvement étudiant peut être au départ étendu à la notion plus large de « jeunesse » néofasciste. Le

recrutement agressif du GUD permettra l'arrivée d'une nouvelle génération de nationalistes à Assas. Par un double discours, revendiquant d'un côté la liberté d'expression et permettant aux mouvements étudiants de gauche (UNEF) et aux différentes tendances communistes et anarchistes de s'afficher à Assas au nom du pluralisme, mais qui de l'autre chasse violemment ces militants hors du centre, le GUD crée une illusion de démocratie qui lui permet de prendre l'ascendant sur sa contrepartie d'extrême gauche et de s'assurer le contrôle de l'Université (Pons, 1977 : 14).

De cette façon, le GUD s'installera de façon permanente en tant que force syndicale importante au sein de l'université Panthéon-Assas, avec une hégémonie presque totale sur le centre Assas qui perdurera, malgré quelques périodes plus calmes, jusqu'au milieu des années 1980.

### 2.3 Pourquoi Assas?

L'action du GUD se fait vite sentir à Assas. Dès la rentrée 1968, l'ambiance avait déjà changé :

Assas a toujours été une université bourgeoise. On y venait des beaux quartiers pour y apprendre le métier de papa et pour faire, comme lui, une carrière dans les professions libérales. La « corpo » des étudiants était très influente et y maintenait une certaine tradition du folklore étudiant : beuveries payées par le bénéfice des ventes de cours photocopiés, chansons paillardes et port de la « faluche », le béret traditionnel des étudiants parisiens. Nous nous sommes bien amusés en 1968, mais, à la rentrée, quand nous avons vu arriver les « révolutionnaires », ce n'était plus aussi drôle... » (Marie-Hélène, étudiante en 2<sup>e</sup> année au centre Assas, citée par Pons, 1977: 9).

En constatant le caractère conservateur et réactionnaire des facultés de l'université Panthéon-Assas, les membres fondateurs du GUD ont compris qu'il serait possible d'y développer un mouvement étudiant nationaliste d'extrême droite en tablant sur le conservatisme souvent nationaliste des étudiants de droit du centre Assas, une

population propice au recrutement. Cette situation, combinée à la vision d'un Alain Robert préférant concentrer les forces nationalistes dans un seul établissement, plutôt que de voir ses effectifs se disperser dans les facultés parisiennes et se retrouver ainsi en perpétuelle position de faiblesse, permet au centre Assas de devenir le choix logique pour la création du Groupe Union Défense.

Dans un article paru dans le numéro 7 du journal *Pour un ordre nouveau* (1972) on relate les premières manifestations anti-Brejev au centre de la rue Assas et l'apposition d'une bannière proclamant : « Brejev — La peste à la porte ». Cet événement a valu à Patrice Janeau<sup>7</sup>, en 1971, une rencontre avec le comité de discipline de Paris-1, la menace d'exclusion pour un an ainsi que le retrait de ses bourses d'études (Journal *Pour un ordre nouveau*, 1972: 3). Cet exemple illustre bien les raisons qui poussent les militants nationalistes à vouloir unifier leurs effectifs sous une même enseigne. Le journal accuse alors le Conseil d'université de Paris-1 d'être entièrement aux mains du Parti Communiste Français (PCF). Selon ses rédacteurs, le découpage électoral a été manipulé pour désavantager les formations étudiantes nationalistes. Paris-1 recouvre, effectivement, des morceaux d'Assas, de la Sorbonne et de Panthéon, plus le centre Tolbiac (Journal *Pour un ordre nouveau*, 1972 : 3). Cette situation aurait pour conséquence de permettre aux étudiants communistes d'assurer leur domination sur Paris-1, étant les seuls ayant une structure suffisamment organisée pour présenter des candidats dans toutes les facultés. Les accusations s'étendent même au corps professoral : on accuse les professeurs et le président de Paris-1, François Luchaire, dont le fils est à l'époque à la tête de l'UNEF Renouveau, d'être à la solde du PCF (Journal *Pour un ordre nouveau*, 1972 : 4).

Que cette réalité soit avérée ou non, la croyance, au sein du mouvement nationaliste, est que les facultés sont contrôlées par les marxistes. Cette idée est centrale au

---

<sup>7</sup> Un membre du GUD qui formera, deux ans plus tard, le Groupe Action Jeunesse (GAJ), associé à la tendance nationaliste révolutionnaire.

moment de la concentration de leurs forces au Pavillon de la rue d'Assas. Nous reviendrons ultérieurement sur le caractère profondément antagoniste du GUD, mais disons pour l'instant que la définition d'un ennemi omniprésent et dominant est constitutive de l'élaboration des politiques et des pratiques des Gudars.

Finalement, la volonté de concentration des forces nationalistes pour contrer l'hégémonie sans partage qu'aurait fait régner l'extrême gauche sur les facultés parisiennes, combinée au caractère réactionnaire et conservateur des étudiants d'Assas, font émerger les conditions parfaites pour l'organisation d'un mouvement étudiant d'extrême droite au sein du pavillon. La stratégie fonctionne : de leur implantation à la rentrée 1968 aux élections de 1972, la place qu'occupe le GUD à Assas se consolide. En contrepartie, on constate une faible implantation de l'UNEF Renouveau, qui n'arrive pas à présenter de listes dans les collèges généraux (2e, 3e et 4e A) (Journal Pour un ordre nouveau, 1972 : 2).

#### 2.4 Implication et rôle de la branche étudiante dans le mouvement nationaliste

Les militants du GUD ont bien compris que la révolution nationaliste passerait inévitablement par la jeunesse. À l'instar des mouvements d'extrême gauche, la base militante des organisations d'extrême droite table inévitablement sur un soutien important de la jeunesse. Les jeunes sont sans contredit les militants les plus motivés et les plus virulents, et ne se montrent que très peu souvent réticents à effectuer les basses besognes que nécessite l'action militante.

Ainsi, les mouvances et partis politiques dits « adultes » ont toujours su recruter — et parfois instrumentaliser — une jeunesse idéaliste et motivée. L'extrême droite groupusculaire ne fait pas exception à la règle. À titre d'exemple, le rapport de la conférence-bilan des deux premières années d'existence d'Ordre Nouveau (Ordre Nouveau, 1972, 192), montre que 67 % de ses effectifs sont constitués d'individus de moins de 32 ans (Ibid.). Ce même rapport met en lumière la place prépondérante des

militants du GUD au sein d'Ordre Nouveau, puisque 46 % des membres sont issus du mouvement étudiant. Plus encore, lors de la conférence, le droit de parole accordé aux militants du GUD, aux côtés des chefs du mouvement, démontre l'importance du groupe qui peut s'exprimer directement devant les militants et ainsi avoir une place dans l'élaboration des politiques du mouvement. Leur politique pour l'Université est exprimée dans le rapport de la conférence et deviendra la position officielle d'Ordre Nouveau (Ordre Nouveau, 1972 : 286).

La branche étudiante au sein de la constellation des mouvements constituant l'extrême droite groupusculaire s'organise autour de deux axes principaux. D'abord, l'université est, pour les partis politiques, un bassin formidable de recrutement. L'énergie et l'enthousiasme associés à la jeunesse et caractéristiques des mouvements étudiants, semblent cadrer parfaitement avec la vision d'un mouvement qui se réclame d'un nationalisme aux tendances fascisantes. La jeunesse représente un formidable terreau de nouvelles recrues pour tout parti avide de s'implanter durablement et de reconstituer ses forces. Ce constat n'échappe pas aux partis de gauche et d'extrême gauche qui réalisent, avec Mai 68, l'importance de la jeunesse comme base de l'organisation politique.

Deuxièmement, il existe, pour les différents mouvements et partis politiques qui seront associés au GUD, une volonté affirmée de dynamiser le militantisme par la formation de cadres nationalistes que l'on souhaite fidéliser, de façon à ce qu'ils continuent à militer une fois diplômés (Journal Pour un ordre nouveau, 1972 : 5). Pouvoir compter dans ses rangs un nombre important de futurs avocats, fonctionnaires et professeurs formés au parti et qui restent impliqués au sein des luttes politiques, constitue un avantage important pour toute formation politique, à droite comme à gauche. Dans le second chapitre, nous présenterons quelques-uns de ces parcours en exposant les différentes trajectoires que prendront les militants de cette extrême droite groupusculaire.



Ultimement, il est intéressant de remarquer que le GUD survit à tous les partis et mouvements politiques auxquels il s'associe. Nous verrons, dans le détail, le réseau d'associations que créera le GUD avec différents partis dans le prochain chapitre, mais il faut constater qu'il constitue la branche étudiante d'une foule de partis qui ne parviennent pas à se maintenir dans le spectre politique français tout au long des années 1970 et 1980. Alors qu'il y aurait eu lieu de croire que le caractère inévitablement éphémère de l'engagement étudiant entraînerait la dissolution fréquente de ces mouvements, le GUD apparaît plutôt comme une constante qui permet aux nationalistes de s'organiser, malgré les échecs et dissolutions des mouvements « adultes ».

## 2.5 Idéologie

Comme le mentionne Nicolas Lebourg, une des particularités du GUD réside dans l'absence de continuité idéologique et doctrinaire (Lebourg, 2010b : 1). Il peut donc être périlleux de tenter d'apposer au groupe les analyses taxonomiques traditionnelles. Cette absence de plate-forme serait, selon l'auteur, à la fois la continuité d'une tendance présente au sein de l'extrême droite française poussée à sa forme la plus extrême et un symptôme de la postmodernité (Lebourg, 2010b : 9). Effectivement, les différents visages que prendront les ennemis du GUD seront évocateurs des différents climats politiques, à travers les époques qui suivront les soulèvements de Mai 68. Profondément réactionnaires, les Rats noirs se définiront toujours en fonction d'un « autre ». Un militant du groupe affirmait, lors d'un entretien cité par Brigouleix, « qu'à force de s'entendre traiter de nazillons par des gens que l'on hait ou que l'on méprise, on finit par se dire qu'au fond, après tout... » (Brigouleix, 1977 : 188).

Dans cette phrase réside toute l'ambiguïté idéologique du GUD. Le travail d'analyse de l'idéologie du groupe se heurte inévitablement, d'une part, à la volonté affichée des militants de se définir par opposition à leurs ennemis et de l'autre, aux

vacillements idéologiques et politiques des différentes générations qui en formeront la base militante. Comme le mentionne Chatillon dans *Les rats maudits* (1995), les militants nationalistes affirment avoir repris d'Occident, pour l'implanter au GUD, une certaine indifférence aux constructions doctrinaires trop rigides (Chatillon et al., 1995 : 15). De cette façon, ils estiment être capables d'unifier les nationalistes de différents horizons, des fascistes affirmés aux déçus du gaullisme. Cependant, certaines caractéristiques semblent être constantes durant toute la période s'étalant de la formation du GUD à son autodissolution en 1988.

### 2.5.1 Nationalisme

Le nationalisme, voire l'ultranationalisme, est une constante évidente tout au long de l'histoire du GUD. Néofascistes, de tendance solidariste ou nationaliste révolutionnaire, les militants du mouvement étudiant adopteront une posture profondément nationaliste, et ce, dès l'époque d'Occident, alors que le groupe est invité à promouvoir sa vision de l'Université lors du congrès du mouvement (Ordre Nouveau, 1972, 286). La perspective d'Occident (et du GUD) pour l'amélioration de l'Université se veut « populaire, mais profondément nationaliste » (Journal Occident Université, 1966 : 4) et est proposée avant même la création du Groupe Union Défense, dans les pages du journal *Occident Université*, en 1966.

Cette perspective nationale se développe au GUD et devient ouvertement raciste au cours des années suivantes. Dans les pages du Journal *Alternative*, publication la plus marquante des Gudars, on retrouve de nombreuses références au rejet de la culture afro-américaine (Alternative, 1975, nos 12-13), au dénigrement du film « Chronique des années de braise », film algérien qui remporte la palme d'or à Cannes en 1975 et que l'on accuse d'être « anti-français » (Ibid.), sans parler des références nazies de plus en plus présentes dans la construction de l'univers Gudar. Effectivement, on commence à voir émerger des expressions comme la *Waffen-Assas* (référence au *Waffen-SS*) dans les pages du journal dès 1975. Le bédéiste « Square » parle d'Eva

Braun comme étant sa muse et tapisse ses bandes dessinées de croix celtiques, symbole du néofascisme européen (Ibid.). Dans le numéro 14 de novembre 1975, on y retrouve même un encadré intitulé « les mathématiques modernes » où l'auteur, un dénommé Artefact, remet en cause la véracité du nombre de 6 millions de juifs morts dans les camps de concentration. On y retrouve de nombreux textes à la gloire de la nation française, encourageant les militants à ne plus avoir peur de s'afficher en tant que nationalistes.

Au-delà de la propagande nationaliste des publications du GUD, le groupe est également actif sur le terrain. Les militants du mouvement étudiant sont de toutes les manifestations nationalistes à Paris. Bien que marginales et ne regroupant qu'un nombre de militants infiniment moindre par rapport aux manifestations organisées par la gauche, ces démonstrations publiques sont souvent remarquées et presque toujours violentes. Qu'il s'agisse du meeting d'Ordre Nouveau en 1970 (Le Monde, 12 et 15 mai 1970), de bagarres à coups de barres de fer et de matraques au lycée Montaigne en mars 1972 (Le Monde, 9 mars 1972), de leur participation au deuxième congrès d'Ordre Nouveau en juin 1973 (Le Monde, 13 juin 1973) de leurs coups d'éclat racontés par les militants dans *Les rats maudits* (1995) (notamment les attaques des plateaux d'Europe 1, où étaient invités Maxime Le Forestier, Régis Debray et Claude Manceron) ou des manifestations de support à Franco en novembre 1975 (Chatillon et al., 1995 : 80), les Gudars tiennent la rue et multiplient les coups d'éclat à saveur nationaliste tout au long des années 1970.

Ce nationalisme exacerbé sera le fil conducteur de l'action du GUD, le point d'ancrage du mouvement et l'argument principal du recrutement. Autour de cet ultranationalisme se développent plusieurs autres axes politiques complémentaires.

### 2.5.2 Opposition au marxisme

L'opposition au marxisme est centrale dans la création et le développement du GUD. Relatant les premiers moments de la genèse du mouvement étudiant, un militant raconte, dans les pages du journal *Faire Front*, que la mission du GUD est de représenter et d'organiser les étudiants qui résistent à « l'endoctrinement marxiste et aux tentatives de récupérations du pouvoir ». (Journal *Faire Front*, 1974, no 6) Tout au long de la période s'étendant de 1968 à 1988, l'antimarxisme primaire sera l'un des axes les plus importants de l'idéologie des Gudars. Qu'il s'agisse des tracts qu'ils distribuent, des journaux qu'ils font paraître ou des bagarres auxquelles ils prennent part, l'altérité à laquelle ils s'opposent est immanquablement marxiste ou, au minimum, accusée de l'être.

Les militants du GUD accusent le pouvoir d'être « marxifié » et d'être à la solde des mouvements radicaux de gauche issus de Mai 68, et particulièrement influents au sein du mouvement étudiant. L'exemple que nous citions précédemment, concernant les accusations portées à l'encontre du président de Paris-1, François Luchaire, que l'on croit être à la solde du PCF, est particulièrement évocateur. Qu'il s'agisse de la réalité ou d'un fantasme paranoïaque, tout ennemi devient, selon les militants nationalistes, un « gauchiste marxifié ».

Au début des heurts de Mai 68, Occident, mouvement duquel seront issus les premiers militants du GUD, attribue cette crise aux « agitateurs rouges » et à l'organisation de la société en castes antagonistes (Delarue, 1968). Il paraît évident que l'extrême gauche et le marxisme sont dès lors identifiés comme cibles par les nationalistes. Au début des années 1970, cette haine du marxisme se développe encore davantage. Dans des tracts distribués à Sciences Po, on peut lire que la mission du GUD est de défendre le droit à la liberté d'expression des étudiants non marxistes et de s'opposer à la dictature des communistes au sein des associations étudiantes (Fonds Philippe Léon).

L'association du GUD avec le mouvement Ordre Nouveau place de nouveau l'antimarxisme primaire à l'avant-plan des considérations idéologiques du mouvement. Dans le premier numéro du journal *Pour un Ordre Nouveau*, paru en 1971, on expose les fondements politiques du mouvement en mettant en avant la volonté de mettre fin à la lutte des classes et l'urgence de combattre la gauche sur le terrain (Journal Pour un ordre nouveau, 1971, no 1).

Les critiques acerbes envers la gauche et le marxisme sont omniprésentes dans les journaux publiés par le GUD. Dans *Alternative*, on célèbre l'arrestation de militants communistes (*Alternative*, 1975, nos 12-13), on commémore des batailles mémorables contre les militants d'extrême gauche sous la forme de bandes dessinées (*Alternatives*, 1975, no 14) et de manière générale, les références aux « gauchistes » deviennent une appellation péjorative attribuée aux étudiants marxistes par ces militants s'autodéfinissant comme « l'underground non marxifié ».

Encore dans un esprit réactionnaire, les militants du GUD s'opposent à la place prépondérante qu'occupent les militants d'extrême gauche, autant dans l'université que dans la rue. En regroupant toutes les tendances de gauche sous l'étiquette « marxiste », les nationalistes ont su créer un ennemi commun et ainsi récupérer sous leur égide les éléments étudiants ne s'identifiant pas à ces tendances.

L'association de cet antimarxisme à l'idéal fasciste des ligues des années 1930 est évidente. Dans tout le débat concernant la place du fascisme en France, un des points qui fait l'unanimité chez les historiens et autres intellectuels réside dans cet antimarxisme primaire caractéristique des ligues et qui est réactivé au sein des mouvances de la droite groupusculaire néofasciste des années 70. Qu'il s'agisse d'Ersnt Nolte, pour qui, sans marxisme, il n'y a pas de fascisme (Nolte, 1969 : 40), ou de Pierre Milza, qui avance que le développement du fascisme résulte d'une



« crise du marxisme » (Milza, 1987 : 28), l'opposition antimarxiste est un élément fondamental du fascisme, et conséquemment, un axe central de l'univers néofasciste.

### 2.5.3 L'immigration : le nouveau terreau du racisme et de l'antisémitisme

Évidemment, l'immigration est un thème important de l'idéologie des militants du GUD. Comme pour tout mouvement d'extrême droite néofasciste, la volonté de contrôle de l'immigration est une constante observable tout au long de la période étudiée. Ces positions sont aussi portées par les partis politiques auxquels s'associeront les Gudars au cours des années 1970. Ainsi, dès le premier congrès d'Ordre Nouveau (pendant lequel, d'ailleurs, Alain Robert est élu comme secrétaire général), on demande l'arrêt immédiat de l'immigration (Le Monde, 13 juillet 1973). Ce discours exprime la volonté des mouvements d'extrême droite de se sortir d'un propos uniquement réactionnaire et de promouvoir une réelle plate-forme politique. L'immigration devient alors un thème central dans la propagande nationaliste. Dans un tract distribué par les militants du GUD en juin 1973, dans la foulée du congrès d'ON, on réitère cette volonté d'arrêt complet de l'immigration en y juxtaposant un vocabulaire profondément xénophobe. On peut y lire : « Ils sont aujourd'hui 4 millions, dont plus d'un million de Nord-Africains et près de 400 000 noirs. Combien seront-ils demain? La France va-t-elle devenir un immense bidonville? » (Fonds Dossier France-Ordre Nouveau, 1973)

En se positionnant ainsi contre l'immigration, le GUD accuse la gauche d'être responsable de ce qu'ils perçoivent comme la décadence de la France et peuvent ainsi mettre de l'avant un nationalisme agressif promouvant la pureté de la culture et de l'héritage de la nation française.

Ce racisme est aussi présent dans le journal *Alternative*, dans lequel on peut lire, sous la forme d'une bande dessinée, le récit particulièrement vulgaire du viol d'une militante gauchiste par un groupe d'immigrés. Blâmant le laxisme de la gauche

concernant les politiques d'immigration, on critique aussi l'idéologie bourgeoise responsable de la misère sexuelle organisée par le capitalisme (*Alternative*, 1975, no 14 : 12). Le récit se termine, avec le ton ironique classique du journal, par une déculpabilisation des agresseurs : « C'est pas leur faute, quoi ». Dans une autre édition d'*Alternative* (1975, no 11 : 18), la bande-dessinée *Scènes de chasse* caricature le comportement des immigrants africains suggérant un tribalisme jugé primitif en exposant le caractère « sauvage » des politiques d'immigration de Valéry Giscard D'Estaing.

Ce thème reste central dans les années 1980; on accuse alors le gouvernement socialiste d'être responsable de cet afflux d'immigrants africains qui « mettraient en danger la société française » (*Journal Pour une Force Nouvelle*, 1983 : no 3). La mise en avant du thème de l'immigration, qui, à l'époque de François Duprat aux premières heures du GUD, était souvent refoulée par crainte de tomber dans une démagogie purement anti-arabe et ainsi faire ressortir les tendances pro-israéliennes de plusieurs nationalistes (Chatillon et al., 1995 : 68), redevient à ce moment un angle privilégié de l'élaboration des politiques du GUD et des partis politiques avec qui ils coopèrent. À titre d'exemple, lors de la marche contre le racisme et pour l'égalité du 3 Décembre 1983, le GUD et le PFN seront les seuls à prendre position ouvertement contre une vision pluriethnique de la société. Les pages du journal *Pour une force nouvelle* (1983 : no 7) feront état de cette situation en mettant de l'avant de nombreux textes en lien avec l'immigration.

Une particularité du GUD réside dans l'évolution de sa relation avec les positions antisémites des années 1930. Alors que de la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970, la position du GUD envers la communauté juive de France était ambiguë et secondaire, une série d'évènements viennent la modifier considérablement. Le 14 novembre 1975, on assiste à une première altercation violente entre Gudars et militants sionistes. Une rencontre est organisée à Assas la

semaine d'après et selon ce que racontent les militants du GUD, un pacte de non-agression est conclu (Chatillon et al., 1995 : 93). On commence cependant à percevoir des tensions entre les deux camps. C'est en 1980 que la position du GUD se durcit et que son antisémitisme se radicalise. Le 14 novembre, un commando du mouvement étudiant attaque des militants du Betar venu distribuer des tracts à Assas. Cet événement s'inscrit dans un contexte hostile, où les attentats antisémites défraient les manchettes des quotidiens parisiens. Qu'il s'agisse de l'explosion d'un cocktail Molotov dans le restaurant universitaire israélite de la rue Médicis en mars 1979, de la tristement célèbre explosion de la synagogue de la rue Copernic le 3 octobre 1980, qui fera quatre morts et seize blessés, ou des manifestations ouvertement nazies du Parti Nationaliste Français et Européen (PNFE) et de la Fédération d'Action Nationale et Européenne (FANE), la tension est palpable (Libération, 8 septembre 1995). Cette époque marque un tournant important pour l'action du GUD. Alors que toute leur action était auparavant dirigée vers les « gauchistes », les groupes de militants juifs deviennent à leur tour une cible pour les militants nationalistes.

L'effort de rénovation théorique de l'extrême droite, par l'élaboration d'une « doctrine » basée sur l'évolution des « sciences », aura par ailleurs un impact sur le positionnement résolument antisémite du GUD pendant les années 1980. Effectivement, il est possible de voir, dans l'adoption de l'immigration comme thème central de l'action du GUD et de la droïté groupusculaire, une réactivation des thèmes antisémites et racistes de l'entre-deux-guerres. Par un processus de rénovation de l'idéologie de l'extrême droite, inspiré par des groupes comme le Groupe de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne (GRECE) notamment associé à la Nouvelle Droite<sup>8</sup>, plusieurs groupuscules se réclament de théories sociobiologiques qui tendent vers l'eugénisme, en définissant cette nouvelle approche doctrinaire comme : « la science de l'optimalité du succès reproductif et des rapports

---

<sup>8</sup> Courant de pensée politique de tendance nationale-européenne, d'abord français, mais qui s'étend à d'autres pays d'Europe.

de parenté au service de l'évolution » (De Benoist, Figaro-Magazine, 30 juin 1979) qui « commande que les éléments pathogènes — qui appartiennent majoritairement au « peuple juif » ou à la « race noire » — soient mis à l'écart (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 326). Le Parti des Forces Nouvelles (PFN), et donc son aile jeunesse, le GUD, se réclameront de la philosophie métapolitique du GRECE jusqu'à leur disparition, supplantant ainsi les tendances solidaristes de la première heure toujours présentes au sein des bases militantes et pour qui le matérialisme biologique, relais du matérialisme dialectique, s'oppose au solidarisme.

Cette tendance perdurera jusqu'à notre époque, où la droite nationaliste, du Front National jusqu'aux mouvements comme le Bloc identitaire, font de l'immigration un cheval de bataille incontournable et où des relents de ces théories pseudo-scientifiques réapparaissent parfois, surtout au sein des groupes les plus radicaux.

#### 2.5.4 Internationalisme néofasciste

Une des particularités du GUD, tout au long de la période étudiée, réside dans une volonté affichée d'inscrire son action dans une perspective de solidarité aux mouvements nationalistes internationaux. Effectivement, les Gudars ne manqueront pas de souligner les faits d'armes des factions nationalistes, du Viêt Nam au Chili. Qu'il s'agisse de participation à des manifestations de soutien à des régimes nationalistes ou d'articles dans les pages de leurs quotidiens, les militants du GUD prendront constamment position sur des questions extérieures à la politique française.

Dès l'époque d'Occident, les militants nationalistes, dont plusieurs se retrouveront pour créer le GUD l'année suivante, adoptent une position favorable à la Palestine lors de la guerre de 6 jours. Alors que ceux qu'ils appellent les « nationaux » ont une position favorable à Israël, les militants les plus durs s'opposent au colonialisme et revendiquent le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 19). Ce soutien s'accroît pendant toutes les années 1970,



notamment dans les pages du journal *Alternative*. Il se radicalise et finit par se traduire par un antisémitisme évident dans les années 1980 (*Alternative*, 1975, nos 12-13). Ces mêmes militants seront de fervents partisans du Sud Vietnam; ce conflit sera central pour l'orientation des positions du mouvement nationaliste pendant toute la guerre (Chatillon et al., 1995 : 21). Jusqu'en 1975, les Gudars seront très critiques de la position et de l'attitude de la gauche par rapport au Vietnam.

Par ailleurs, on peut aussi lire, dans les pages d'*Alternative*, de brèves nouvelles saluant l'action de régimes nationalistes : on y célèbre l'arrestation et l'expulsion de militants de gauche au Chili et soutient le coup d'État militaire au Tchad, en 1975 (*Alternative*, 1975, nos 12-13). Dans cette même édition du journal, la section *Tiers-monde en lutte* célèbre la dissolution des groupes indépendantistes d'extrême-gauche en Nouvelle-Calédonie. L'appui à Pinochet perdurera jusque dans les années 1980, alors que le GUD, dorénavant associé au PFN, continuera de manifester un enthousiasme marqué pour le dictateur (*Journal Pour une Force Nouvelle*, 1983, no 3 : 4). Le support au régime de Franco est aussi un point important de l'orientation des positions du GUD et des nationalistes sur le plan international. Le 3 novembre 1975, les Gudars participent à une manifestation de soutien à Franco et organisent, trois semaines plus tard, une journée de deuil à Assas pour commémorer sa mort (Chatillon et al., 1995 : 82). Par ailleurs, les Gudars supportent le Liban et condamnent le terrorisme qui fait rage au pays. On encourage même les militants nationalistes à se rendre sur place pour effectuer un stage d'apprentissage de techniques de combat (*Journal Pour une Force Nouvelle*, 1983, no 5 : 3).

Bien que les questions relatives à la politique internationale aient été centrales pour l'extrême droite dès la création d'Occident et du GUD, cet intérêt semble se développer encore davantage dans les années 1980, particulièrement lors de l'association du GUD avec le PFN. À la lecture du bimensuel des forces nouvelles,



on constate que les articles relatifs aux questions internationales sont presque majoritaires et font ombre aux enjeux politiques nationaux.

Les nationalistes français souhaitent aussi développer une solidarité entre peuples de « sang français ». Dans un texte de Jack Marchall, membre important du GUD depuis les premiers balbutiements, paru dans le *Journal des Forces Nouvelles*, on découvre la volonté du GUD et du PFN de s'associer avec les mouvements nationalistes au Québec, en Wallonie et en Suisse Romande, afin d'éviter d'être dilués dans la francophonie africaine (*Journal Pour une Force Nouvelle*, 1983, no 1 : 8).

Cette dimension internationaliste pourrait sembler poser un certain problème quant à l'association des mouvements néofascistes à la réactivation des idées des fascismes de l'entre-deux-guerres. Cependant, à l'opposé de l'association du fascisme à un parti-état, il existait selon Nicolas Lebourg, autant au sein des mouvements que des régimes fascistes, une frange marginale à la fois européeniste et sinistriste (Lebourg, 2006 : 39). C'est dans cette marge que s'opère la dialectique qui permettra le passage entre les deux temps du fascisme (le fascisme de 1919-1942 et le néofascisme, de 1942 à nos jours) et jettera les bases de ce néofascisme. Lebourg décrit cette dialectique de la façon suivante :

La dialectique néo-fasciste cherche à concevoir le nationalisme politique comme mouvement international de libération en butte aux forces colonialistes et impérialistes. L'Europe-puissance comme horizon d'attente et mythe sorélien répond à la définition de cette sujétion et fonde le moyen de repenser les rapports entre ethno-nationalisme et organicisme (Lebourg, 2006 : 39).

L'intérêt du GUD pour les questions internationales apparaît donc, non pas comme une distinction par rapport aux mouvements fascistes des années 30, mais plutôt comme l'un des éléments fondateurs du passage vers le néofascisme, par lequel cette tendance s'adapte aux réalités du deuxième 20<sup>e</sup> siècle.

## 2.6 Conclusion

Ce chapitre nous a permis de voir comment les militants, issus du mouvement nationaliste Occident, ont pu créer un mouvement étudiant nationaliste s'inscrivant dans une tendance néofasciste significative dans le monde universitaire parisien. Ayant compris qu'il était avantageux pour eux, en raison de leur situation largement minoritaire dans le mouvement étudiant, de concentrer leurs efforts dans une seule faculté, le GUD réussit à maintenir une présence nationaliste tout au long des années 1970 et 1980. Le groupe a agi en tant que relais pour les partis « adultes »; le mouvement étudiant a été crucial pour le recrutement de militants. Puisque constituant une fraction importante de l'effectif nationaliste en France, cette jeunesse étudiante est radicalisée et produit les éléments les plus durs d'une frange du spectre politique français.

Nous développerons, dans le prochain chapitre, la place importante du GUD dans le paysage plus large du néofascisme français de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Étant minoritaire, ce bassin militant issu du GUD se retrouvera impliqué dans une mosaïque de partis et de mouvements nationalistes faisant constamment face aux dissolutions et aux attaques de la gauche, mais qui perdurera, non sans peine, jusqu'à la fin des années 1980.

### CHAPITRE III

#### LE GUD : POSITIONNEMENT AU SEIN DU COURANT NATIONALISTE ET NÉOFASCISTE FRANÇAIS

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, la façon par laquelle s'est constitué le GUD, son institution en tant que mouvement étudiant incontournable au centre Assas et les grandes orientations idéologiques qui seront constantes de sa création à sa dissolution en 1988. Dans cette optique, nous avons vu que le GUD participe au processus de réactivation d'une idéologie néofasciste dans la France post Deuxième Guerre mondiale. Dans ce chapitre, en se référant aux travaux de Roger Griffin, pour qui l'étude des groupuscules d'extrême droite néofascistes n'a d'intérêt que dans la mesure où l'on en replace l'action dans le contexte plus large d'une mouvance regroupant plusieurs autres partis et mouvements (Griffin, 1999 : 32), nous tenterons de comprendre l'action du GUD et la place qu'il occupe dans la constellation des partis d'extrême droite français, à une époque que Jean-Yves Camus appelle l'« ère groupusculaire » (Camus, 1996 : 11).

Comme nous l'avons mentionné, les milieux étudiants constituent de formidables bassins de recrutement pour les partis et mouvements politiques « adultes ». Puisqu'il a survécu aux dissolutions des différents partis politiques tout au long des années 1970 et 1980, le GUD, en plus de fournir et de former les militants dès le début de leur parcours universitaire, agit en tant que relais entre le temps étudiant et l'engagement politique adulte. Dans cette optique, nous tenterons de dresser un portrait des mouvements et partis politiques qui se succéderont à l'extrême droite et représenteront cette tendance néofasciste. Certaines de ces associations seront

fructueuses, alors qu'à d'autres moments, elles entraîneront des divisions au sein de la droite nationaliste. Le rapport entre militants étudiants, souvent radicalisés et farouchement antiparlementaires, et partis politiques ayant de véritables velléités électoralistes, oscillera entre appui au nom de l'unité du mouvement et division au nom d'un rejet d'un système accusé d'être à la solde des ennemis de la nation.

Ce chapitre permettra donc de dresser un portrait de cette constellation de mouvements et partis issus de la mouvance néofasciste, et plus particulièrement des tendances « nationaliste révolutionnaire » et « solidariste ». Nous verrons comment le GUD joue un rôle central, autant dans la formation de militants que dans l'orientation des politiques de plusieurs de ces mouvements de par son rôle d'aile jeunesse de ces organisations.

### 3.1 L'inscription dans une mouvance néofasciste

Tendance marginale dans la France post Mai 68, l'ultranationalisme ne regroupe qu'un nombre restreint de militants. Ces militants seront donc souvent associés à plusieurs des organisations que nous décrirons; cependant, un nombre important d'entre eux seront passés par le GUD. Nous tenterons donc de démontrer comment le GUD se retrouve au centre de plusieurs tentatives d'organisation de cette extrême droite. L'importance accordée à la jeunesse au sein du mouvement nationaliste n'est pas non plus anodine. C'est par le recrutement de jeunes militants motivés, souvent étudiants, que le mouvement tente de revigorer les effectifs nationalistes. Cela propulse inévitablement le GUD au rang d'incontournable de l'extrême droite, en raison de son statut d'unique mouvement étudiant nationaliste conséquent.

### 3.2 Associations et relations avec les mouvements et partis d'extrême droite français et étrangers

Parce qu'il est un mouvement étudiant, il est nécessaire pour le GUD de s'ancrer dans des réseaux et de s'associer aux mouvements et partis adultes pour pouvoir mener à



terme ses volontés révolutionnaires. Représentants d'une tendance antiparlementaire, les Gudars seront plus enclins à se regrouper autour des partis qui refusent de travailler avec l'opposition parlementaire de droite. Cependant, on peut observer une relation avec certains tenants de l'approche parlementaire. Nous évoquerons, dans cette section, l'épisode du rassemblement des nationalistes autour de Jean-Louis Tixier-Vignancour, un moment important de la construction de cette extrême droite post Deuxième Guerre mondiale. Nous analyserons aussi les liens du GUD avec les différents partis et mouvements plus radicaux, situés à la droite du Front National, tout au long de la période allant de la création du groupe à sa dissolution, en 1988. Ces mouvements, plus radicaux que le FN, et souhaitant pour la plupart s'en démarquer, constitueront cependant une base de militants qui formeront paradoxalement un important bassin d'électeurs du FN, qui finira par incorporer les diverses tendances. Encore une fois, nous mettrons en évidence le rôle du GUD dans la formation de ces militants d'extrême droite; en survivant aux dissolutions des partis officiels, le mouvement étudiant se retrouvera au centre de l'organisation d'une mouvance qui fait de la fougue associée à la jeunesse son principal moteur.

### 3.2.1 La Fédération des étudiants nationalistes

À la fin des années 1950, les blessures de la Deuxième Guerre mondiale commençant à s'estomper, on voit renaître le mouvement nationaliste en France. Non sans peine, les militants tentent de s'organiser en réseaux et de former des groupes et des partis politiques. En 1958, on assiste à la création de Jeune Nation, sous l'impulsion des événements d'Algérie. Un journal du même nom est mis sur pied, mais la tentative échoue suite à la dissolution du groupe, prononcée le 15 mai 1958 (Chatillon et al., 1995 : 7). L'année suivante, Pierre Sidos et Dominique Venner créent le Parti Nationaliste, qui sera immédiatement interdit et ses deux dirigeants seront emprisonnés (Ibid.).



Ces tentatives, bien que vaines, motiveront les militants nationalistes qui tenteront de s'organiser au sein de l'Université. Effectivement, les étudiants nationalistes créeront la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN) et publieront un texte fondateur intitulé « Manifeste de la classe 60 », en référence au texte de Robert Brasillach « Lettre à un soldat de la classe 60 » (Ibid.). Brasillach, militant d'extrême droite, membre d'Action Française et rédacteur en chef au journal collaborationniste *Je Suis Partout*, avait été jugé et fusillé en 1945 pour ses écrits politiques et collaborationnistes. La création de la FEN jouera un rôle important dans le renouveau de la droite nationaliste, que la répression gaulliste avait décapitée en emprisonnant les cadres de l'OAS, de Jeune Nation et du Parti Nationaliste (Chatillon et al., 1995 : 8). Cette renaissance devait nécessairement passer par la jeunesse et donc, par l'université.

La FEN commencera à créer des alliances avec les mouvements adultes dès ses premières années d'existence. On se rapproche d'Europe-Action, groupe lancé par Dominique Venner, alors sorti de prison, et prônant un nationalisme révolutionnaire sorti du colonialisme et actualisé au contexte de l'Europe. L'idéologie du mouvement est inspirée, une fois encore, des écrits de Brasillach, qui avait fait paraître de sa prison, le texte : « Qu'est-ce que le nationalisme? » (Ibid.).

La FEN est attachée à la plus ancienne conception de la civilisation Occidentale, se méfie de l'activisme brouillon et priorise le développement intellectuel : « Éthique de l'honneur et du dépassement de soi, célébration des racines et du sang, camps-écoles, feux du solstice, toute une culture se met en place dès cette époque. » (Ibid.) Déjà, on voit les premières distinctions entre « nationaux » et « nationalistes », les premiers étant perçus comme des « patriotards » sentimentaux, des conservateurs velléitaires et crédules alors que les seconds seraient des soldats politiques disciplinés, purs et durs, investis de la mission de devenir le fer de lance de la révolution nationaliste.

En 1963, une partie des membres la FEN quitte Europe-Action et se sépare de Dominique Venner et des dirigeants du mouvement, François D'Orcival et Georges Schmelz, pour se rapprocher des proches de Pierre Sidos : Patrick Lemerre et Georges Maillet. Ce sont ces dissidents de la FEN qui, ultimement, créeront Occident en 1964, sous la souveraineté théorique de Pierre Sidos (Fonds Delarue, 1966). On retrouve déjà dans cette organisation Alain Robert, Alain Madelin, Gérard Longuet, Philippe Asselin, Pierre Barraux et d'autres militants qui seront plus tard des figures importantes de la création du GUD. On s'associe aussi à François Duprat, exclu de la FEN deux ans plus tôt, et qui sera un rouage important de l'organisation du Groupe Union Défense (Chatillon et al., 1995 : 11).

Le reste des militants de la FEN sera absorbé par la création du Mouvement Nationaliste du Progrès (MNP), lui-même issu du regroupement de militants d'Europe-Action, d'anciens de Jeune Nation et de poujadistes<sup>9</sup> (Ibid.).

Bien que la FEN soit un groupe antérieur à la création du GUD, on peut voir émerger avec elle une forme d'organisation favorisant le primat de la jeunesse, l'association de mouvements étudiants devenant la branche jeunesse de mouvements adultes et l'émergence de militants qui deviendront des figures importantes, autant pour le GUD que pour le mouvement néofasciste français dans son ensemble. C'est de ces bases, et suite à la création d'Occident, que l'on verra se dessiner les bases d'un mouvement nationaliste tentant de résister à la domination de l'extrême gauche post Mai 68.

### 3.2.2 D'Occident à la droite Tixier-Vignancour

Nous ne reviendrons pas en détail sur Occident, mouvement que nous avons présenté dans le chapitre précédent. Cependant, il semble important de parler brièvement d'un autre épisode important pour l'organisation et le développement de la droite

---

<sup>9</sup> Mouvement politique et syndical de défense des commerçants et des artisans de tendance conservatrice et réactionnaire (1953-1958).

nationaliste française : la participation de Jean-Louis Tixier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1965.

Effectivement, les positions de Tixier-Vignancour en faveur des anciens de l'OAS lui valent un immense soutien des nationalistes et des vaincus de l'Algérie française. Il réussit à fédérer l'ensemble de l'opposition de droite et s'adjoint le concours d'Occident pour sa campagne. Les militants d'Occident se font rapidement remarquer par des coups d'éclat dès le début de celle-ci (Chatillon et al., 1995 : 11).

Suite au premier tour de l'élection présidentielle de 1965, le 5 décembre, où le comité Tixier-Vignancour n'obtient que 5,2 % des voix, et en raison de dissensions internes, l'organisation se dissout. Jean-Marie Le Pen, alors dynamique organisateur de la campagne, se met sur la touche, tout comme Roger Holleindre. Cependant, fort de l'expérience acquise lors de cette campagne, Le Pen resurgira dans le paysage politique français lors de la création du Front National, profitant de l'appui des nationalistes acquis lors de son association avec Tixier-Vignancour (Ibid.).

Les membres d'Occident, qui seront également les fondateurs du GUD, se séparent des membres restants du comité Tixier-Vignancour et se réorganisent en concentrant leurs efforts sur l'action directe et la lutte à l'ultragauche sur le terrain. Dans *Les rats maudits* (1995), les militants racontent les altercations avec des militants communistes en 1965 et l'attaque, au cocktail Molotov, de la librairie François Maspéro, rue de Saint-Sévrin (Ibid.). Cette époque marque un certain désaveu des tentatives parlementaristes de cette branche dure des militants qui créera le Groupe Union Défense.

Bien qu'épisodique, la tentative électoraliste de Jean-Louis Tixier-Vignancour est évocatrice de la séparation qui se crée entre la droite nationaliste, qui conserve des velléités électorales, et cette jeunesse farouchement antiparlementaire. Effectivement,

nous verrons que le GUD conservera certaines distances avec les partis tentant de rejoindre les masses d'électeurs, en particulier avec le Front National, pour s'inscrire dans un néofascisme sans concession.

### 3.2.3 Ordre Nouveau (1969-1972)

Suite au désenchantement des nationalistes au lendemain de la mauvaise performance électorale du comité Tixier-Vignancour à la présidentielle de 1965 et de la dissolution, en 1968, du mouvement Occident, qui coïncide avec la montée des agitations gauchistes de Mai 68, on pourrait penser que le développement et l'organisation des mouvances néofascistes, encore plus marginalisées qu'auparavant, soient davantage fragilisés. Cependant, on constate dans un document rédigé par Jacques Delarue et intitulé « Relance de l'extrême droite profasciste en France » (1970) que dès 1970, les renseignements généraux s'inquiètent de la résurgence de cette tendance, exacerbée par la lassitude d'une frange de la population à l'égard des violences engendrées par les soulèvements de Mai. Effectivement, un certain désir populaire d'un retour à l'ordre par la force permet aux idées fascisantes de trouver un certain appui dans la société française.

C'est dans ce contexte qu'émergera le mouvement Ordre Nouveau. Considéré, par Delarue, comme le mouvement le plus susceptible de rassembler les mouvances fascistes et ultranationalistes, ON ne manquera pas de s'associer avec le GUD qui en constituera, encore une fois, la branche jeunesse.

Créé en 1969 suite à la dissolution d'Occident, Ordre Nouveau devient le nouveau mouvement fédérant la droite néofasciste. Dans le premier numéro de son journal *Pour un ordre nouveau*, paru en 1971, le groupe, dirigé par des anciens d'Occident et du GUD (Alain Robert, Gérard Écorcheville, François Duprat et Marie-Françoise David), expose sa vision et son idéologie. Les positions d'ON s'organisent autour de trois grands axes. Le combat d'ON étant révolutionnaire et total, les luttes dans



lesquelles il s'engage doivent être à la fois politiques, économiques, sociales et morales (Journal Pour un ordre nouveau, 1971, n°1 : 1).

Premier axe: l'ordre politique nouveau; on milite pour l'avènement d'un État fondé sur la responsabilité et le mérite, refusant tout totalitarisme où les tendances philosophiques et religieuses ne pourront s'exprimer (Ibid.). Il est possible de s'interroger sur les intentions réelles d'ON quant à la possibilité d'une réelle pluralité politique lorsqu'on constate l'opposition farouche aux mouvements de gauche que ses membres ont exercée au cours des années précédentes. On peut cependant voir se développer l'esquisse d'une volonté de légitimité politique dans le passage de la revendication de la violence comme moyen d'action, qui avait été caractéristique des mouvements nationalistes précédents, à l'évocation d'une possible discussion avec les tendances opposées. Toujours selon l'énoncé de principe d'ON, on affirme refuser le principe d'un chef détenteur de tous les pouvoirs; on privilégie plutôt une collégialité dans le processus décisionnel (Ibid.), ce qui constitue une relative nouveauté par rapport aux mouvements d'extrême droite et fascistes des années 1930 pour qui la figure du leader charismatique était centrale. Il est d'ailleurs ironique, dans cette perspective, que la devise du mouvement soit « Croire, combattre, vaincre », directement inspirée de Mussolini. Ultimement, et conformément à la tradition nationaliste, cet État nouveau devrait être investi d'une mission qui se devait d'abord et avant tout d'être au service de la communauté nationale (Ibid.).

Le deuxième axe s'organise autour d'un ordre économique nouveau par lequel on viserait « la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme » (Ibid.) par l'avènement d'un état à la fois nationaliste et anticapitaliste. Les mesures proposées visent à accorder une part de propriété de l'entreprise au travailleur, à étatiser le crédit, à protéger les petits propriétaires par la mise sur pied de coopératives, à maintenir une classe paysanne active et à abolir les privilèges fiscaux des grandes entreprises (Ibid.). On voit, ici aussi, des manifestations de la tendance « Troisième Voie » :



concept théorique caractérisé à la fois par le rejet du libéralisme de la société capitaliste et des solutions marxistes et socialistes proposées à gauche. Cette idéologie se concrétisera au sein de la tendance solidariste d'extrême droite, relativement présente dans les mouvances ultranationalistes françaises post Mai 68, ce qui constitue un élément de continuité important entre ces mouvements et les mouvements fascistes des années 1930. Effectivement, on observe la réactivation de ce concept que l'on avait vu se développer avant la Deuxième Guerre mondiale et que l'on retrouve également au GUD.

Le troisième axe de la politique d'Ordre Nouveau consiste en l'avènement d'un nouvel ordre moral et social. On vise, par rejet du matérialisme historique, la fin des luttes de classe et une éducation communautaire de la jeunesse ayant l'unité nationale comme finalité. On souhaite par ailleurs mettre fin à la société de jouissance et de permission entretenue par un libéralisme exacerbé. Au contraire, on souhaite revaloriser le sacrifice et la solidarité. On retrouve par ailleurs des éléments caractéristiques du romantisme des mouvances d'extrême droite du premier 20<sup>e</sup> siècle : goût du risque, du combat, de l'effort et de la liberté. On remet la jeunesse au centre de l'action politique nationaliste en l'investissant « d'une mission grandiose : construire une société nouvelle, vraiment libre et vraiment humaine » (*Journal Pour un ordre nouveau*, 1971, no 1 : 2).

Les liens entre le GUD et Ordre Nouveau sont évidents. Le mouvement compte sur sa branche étudiante pour assurer une présence forte dans de nombreuses manifestations. Dans *Le Monde* du 13 mai 1970, un article relate la participation du GUD au meeting d'ON en y exposant la volonté du mouvement étudiant de se fondre dans le mouvement. Deux jours plus tard, on relate, dans le même quotidien, la teneur d'un discours d'Alain Robert qui parle aux militants d'ON au nom des étudiants. Cette association perdurera jusqu'à la dissolution d'Ordre Nouveau : les discours de membres influents du GUD lors des rencontres d'ON sont fréquents. François Duprat

prononcera un discours, en mars 1972, vantant l'organisation militaire du GUD et l'efficacité de son action devant un parterre de militants composé d'une partie importante d'étudiants du centre Assas (Le Monde, 24 mars 1972). On constate par ailleurs que les étudiants du GUD sont impliqués dans de nombreuses bagarres et altercations avec des militants gauchistes et constituent donc la frange la plus exaltée du mouvement nationaliste. Le Monde relate notamment des attaques à la barre de fer et billes métalliques à l'encontre de lycéens en mars 1972 (9 mars 1972), attaques visant à contrer une présence gauchiste à Assas.

Outre les violences auxquelles prennent part les militants du GUD au nom d'Ordre Nouveau, on peut constater la place importante qu'ils occupent au sein du mouvement par l'importance accordée à la jeunesse dans la mouvance ultranationaliste. Effectivement, ON distribue une brochure intitulée « Qui sont les adhérents du mouvement? », parue en 1971, qui contient plusieurs tableaux proposant une analyse statistique de ses effectifs. On constate, comme nous l'avons évoqué précédemment, que 40 % des militants sont âgés de 18 à 25 ans et que 35 % sont étudiants ou lycéens (Fonds Dossier France – Ordre Nouveau, 1970-1973). Dans la même brochure, un organigramme de la structure d'ON propose que le GUD en constitue l'unique structure attachée à l'université et que son bureau national, au centre Assas, soit en lien direct et constant avec le bureau politique d'Ordre Nouveau (Ibid.). Fait intéressant, cette brochure montre que 70% des adhérents à ON réside en province, malgré l'action presque uniquement concentrée à Paris.

De plus, le GUD jouit d'une tribune importante dans le journal *Ordre Nouveau information*. Dans le numéro 8 du mensuel, paru en 1971, on expose l'état de l'action du GUD et affirme l'incapacité de l'UNEF-UEC de s'installer à Assas et de défendre le local qui leur a été octroyé. On fait d'ailleurs état des développements du GUD en province. La division « Assas/Hors Assas » commence à être explicitée, ce qui témoigne d'un certain intérêt pour la mouvance néofasciste dans les milieux étudiants

à l'extérieur de Paris (Ordre Nouveau, 1971, no8). On voit se développer le GUD dans des villes comme Saint-Étienne, Nice, Toulouse et Nancy, où ses représentants obtiennent des scores significatifs et réussissent à faire élire des représentants (Journal Pour un ordre nouveau, 1972, no7 : 7). Quelques mois plus tard, aux élections de janvier 1972, le GUD réussit à faire élire cinq représentants et obtient 17 % des voix à Paris II. Le mouvement étudiant Union Nationale Inter-Universitaire (UNI), associé à une extrême droite réactionnaire, divise le vote et prive le GUD d'une récolte encore plus importante et de l'obtention de sept ou huit sièges.

À cette époque, le GUD est non seulement une force importante sur Assas, mais commence à se faire voir dans d'autres facultés parisiennes et dans plusieurs villes de province. Encore une fois, il faut relativiser cette présence, qui reste toujours marginale face à la domination des mouvements étudiants d'extrême gauche, mais de par ses relations avec des mouvements politiques adultes, le GUD réussit à être considéré comme une force politique qu'on ne peut pas négliger dans l'analyse des courants politiques de l'époque.

L'association entre GUD et ON se rompt inévitablement dans la foulée de la dissolution d'Ordre Nouveau, prononcée par le gouvernement le 27 juin 1973. Dans sa note adressée à la préfecture de police de Paris, Jacques Delarue évoque cette dissolution en suggérant une surveillance accrue de mouvements tels Faire Front (et du front de la jeunesse, sa branche étudiante) créée par des anciens d'Ordre Nouveau et du GUD : Alain Robert, François Brigneau et Jean-François Galvaire (Delarue, 1974).

À cette époque, on commence à observer une filiation évidente entre anciens militants du GUD, qui se solde par une implication au sein de mouvements adultes, comme en témoigne la réélection d'Alain Robert, membre fondateur du GUD, au secrétariat d'ON lors du congrès du mouvement en 1973 (Le Monde, 13 juin 1973).

L'importance du temps étudiant dans ces parcours individuels est indéniable. En faisant leurs premières armes au GUD, ces militants s'imprègnent du discours et des méthodes associés au néofascisme du deuxième 20<sup>e</sup> siècle.

### 3.2.4 Union et Défense des Lycéens/Front de la jeunesse

Au départ indépendant et nommé Union des Étudiants Nationalistes (UEN), et vaguement associé à Ordre Nouveau, ce groupe étudiant d'extrême droite deviendra, en 1973, un rouage important dans la formation des futurs militants néofascistes. Bien qu'associé au GUD par sa participation à des réunions au centre Assas, c'est en mai 1973 que l'organisation change de nom et devient Union et Défense des Lycéens (UDL). Cette appellation est évidemment en lien direct avec le GUD, qui s'associera à cette branche lycéenne pour commencer la formation des futurs Gudars avant même leur entrée à l'université et ainsi unifier l'ensemble de cette structure militante. Ainsi le groupe pense-t-il s'insérer plus directement au sein des mouvements adultes (Delarue, 1974) et résister, sur le terrain, à la domination des étudiants d'extrême gauche. L'animateur principal de l'UDL est Yves Van Ghele, qu'on retrouvera plus tard au Parti des Forces Nouvelles, aux côtés d'Alain Robert, membre fondateur du GUD.

C'est cependant en 1974, que l'union du GUD et de l'UDL se matérialise par la création du Front de la Jeunesse, autour du Journal *Faire Front*, qui se présente comme l'unique parution capable de regrouper les militants nationalistes français (Faire Front, 1974, no 5). Le Front de la Jeunesse (FJ), formé des deux mouvements étudiants nationalistes majeurs, deviendra l'organe principal permettant de regrouper la jeunesse nationaliste, antimarxiste et déçue autant par le gaullisme que par le libéralisme (Ibid.). Lors d'une entrevue parue dans le même mensuel, les dirigeants du FJ évoquent la création du Front comme étant une avancée historique pour le mouvement nationaliste : l'idée a germé au sein de la mouvance ultranationaliste à une époque où celle-ci était engagée dans l'élaboration de tactiques électorales et



où la nécessité d'une structure regroupant lycéens, universitaires et jeunes travailleurs paraissait primordiale (Ibid.). Cette structure aurait pour fonction l'organisation de l'activité militante visant l'avènement d'une Europe Nouvelle, en tissant des liens avec des organisations similaires dans des pays voisins; on s'associe notamment à la formation italienne « Fronte della Gioventù », qui constituait à l'époque un modèle pour le FJ (Ibid.). Une des volontés derrière la création du Front de la Jeunesse réside dans le danger de l'isolement du GUD dans le folklore universitaire. En s'associant avec d'autres mouvements, la structure permet une riposte graduée à la domination de l'extrême gauche : les problèmes strictement universitaires sont l'affaire du GUD, le FJ s'occupe des questions relatives à la jeunesse dans son ensemble, alors que les comités Faire Front s'attardent aux problématiques nationales (Faire Front, 1974, no 5 : 14).

La création du FJ, elle-même résultant de l'association entre le GUD et l'UDL, permettra l'avènement du journal *Alternative*, en 1974 (Algazy, 1989 : 195). L'importance de ce médium pour la jeunesse néofasciste sera cruciale. De par le style, qui deviendra caractéristique des mouvances d'extrême droite françaises jusqu'à notre époque, et par une volonté affirmée de changer l'image des militants nationalistes perçus comme des brutes épaisses aux crânes rasés et dont la violence constituait le principal moyen, le journal permet un réel développement des idées ultranationalistes dans le monde étudiant. Évidemment, le GUD et dans une moindre mesure, l'UDL, seront les acteurs principaux de l'élaboration de cette parution.

### 3.2.5 Groupe Action Jeunesse/Mouvement Solidariste

Alors que nous avons, jusqu'à présent, évoqué les liens du GUD avec d'autres mouvements et associations au sein de la mouvance ultranationaliste française, il est important d'ajouter que le mouvement étudiant a aussi été en conflit avec d'autres tendances au sein du même courant. Au sein même du centre Assas, lieu historique de l'action des Gudars, se développe, parallèlement, un autre mouvement étudiant de



tendance nationaliste avec qui le GUD entretiendra des relations conflictuelles. Le Groupe Action Jeunesse (GAJ) se revendique du courant solidariste français, une tendance rejetant autant le communisme soviétique que le capitalisme incarné par les États-Unis, et qui s'associera ensuite avec les nationalistes révolutionnaires de François Duprat (Chebel-D'Appollonia, 1988 : 352). Ce groupe fera concurrence au GUD au sein de l'université du milieu à la fin des années 1970.

Créé en février 1973 à Paris, le GAJ constitue la branche étudiante d'Action Populaire, un mouvement issu de l'association Mouvement Solidariste Français. Action Populaire, créée autour du capitaine Pierre Sergent, est elle-même l'héritière du mouvement Jeune Révolution, développée au milieu des années 60 et s'inscrivant aussi au sein de la tendance solidariste du mouvement nationaliste (Delarue, 1977). L'ambition de Sergent était de créer un mouvement néo-fasciste populaire en France. Se retirant de la politique active en 1971, il laisse un MJR désorganisé, qui prendra le nom de Mouvement Solidariste Français et qui végétera jusqu'à la refonte du mouvement sous l'appellation d'Action Populaire en 1973, avec Gérard Bouchet à sa tête et Jean-Claude Nourry responsable du service d'ordre. Bouchet annonce la création du GAJ dans le journal *Impact*, l'organe de propagande du mouvement, en vantant l'esprit combattif du GAJ et soulignant son importante volonté de recrutement dans les universités et les lycées (Journal Impact, no 7 : 15 Septembre 1973, Annexe 6). Le rôle du GAJ, selon Alain Dussaux, dans le même numéro d'*Impact*, serait le suivant :

« Le combat des GAJ se situe donc sur un double front : d'une part, une lutte sans merci contre la marxisation de l'Université et de ses responsables. D'autre part, une action permanente d'explication pour faire triompher notre conception de l'Université. » (Journal Impact, no 7, 15 Septembre 1973)

L'importance de ce mouvement, encore plus marginal que le GUD et qui ne comptera qu'une soixantaine de membres actifs tout au plus, réside dans la présence en son sein

de membres tantôt dissidents du GUD, tantôt solidaristes, que l'on retrouvera plus tard impliqués dans d'autres mouvements ultranationalistes et au Front National. Effectivement, les membres les plus influents du GAJ sont Michel Bodin et Patrick Janeau (anciens dirigeants du GUD et représentants d'une tendance nationaliste inspirée de leurs anciennes relations au GUD), Alain Boinet et Jean-François Stirbois (représentants du solidarisme traditionnel et dont le second joindra le FN) et Jean-Gilles Malliarakis, que l'on retrouvera au sein du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire et de sa branche jeunesse, Jeunesse Nationaliste Révolutionnaire (JNR), dirigée par Serge Ayoub (Delarue, 1977).

Le GAJ, à l'image du GUD, utilise la violence comme principal moyen d'action et l'université comme lieu de prédilection. Les affrontements seront donc fréquents dans la deuxième moitié des années 1970, autant avec les étudiants gauchistes qu'avec les membres du GUD. Le rapport de Jacques Delarue fait état, entre avril 1973 et mai 1976, de trente actions violentes significatives perpétrées par les membres du GAJ. Dix d'entre elles auront lieu au Centre Assas. Qu'il s'agisse d'opérations commando, d'affrontements violents avec les mouvements de gauche, de distributions de tracts ou d'attaques au jet de pierres ou cocktails Molotov, le GAJ se distingue par une violence qui devient caractéristique de leur action (Ibid.). Plusieurs affrontements opposent par ailleurs le GAJ aux militants du GUD, qui reproche au GAJ de conserver une approche révolutionnaire dans le discours, mais de recruter surtout au sein des élites sociales conservatrices (Chatillon et al., 1995 : 75). Notamment, deux bagarres au centre Assas, le 28 février et le 4 mars 1974, défrayeront les manchettes.

Les relations conflictuelles qu'entretiennent le GUD et le GAJ, bien qu'épisodiques et n'ayant que peu de conséquences dans le développement de la mouvance ultranationaliste française, démontrent cependant qu'il existe plusieurs tendances au sein de la mouvance néofasciste. Ayant trop vite sous-estimé la présence de l'extrême droite à l'Université, plusieurs observateurs qualifient le mouvement de réactionnaire

et sous-estiment sa dimension idéologique. Il est intéressant de constater, outre la présence de figures emblématiques de l'extrême droite se retrouvant, au gré des époques, dans divers mouvements nationalistes, le développement d'une discussion (parfois violente) sur l'approche et les orientations de cette mouvance. La récente résurgence des partis d'extrême droite en France, et les succès électoraux et populaires dont ils jouissent pourraient être la résultante de réseaux militants efficaces et organisés, représentant différentes tendances qui dépassent les portraits folkloriques et superficiels que les médias en ont dressés.

### 3.2.6 Le Parti des Forces Nouvelles (1974-1986)

Suite à la dissolution d'Ordre Nouveau, les militants nationalistes sont divisés entre deux tendances : une dont les orientations politiques se situent toujours dans une perspective révolutionnaire et réfractaire à certaines positions du Front National, et une autre, qui suivra Jean-Marie Le Pen dans l'organisation du nouveau parti. Les dissidents qui refuseront de se joindre au FN formeront ultimement le Parti des Forces Nouvelles (PFN) en 1974.

La déclaration officielle de la création du PFN à la préfecture de police est déposée le 29 octobre 1974. Le nouveau parti, dont les idées seront exposées dans leur organe de presse *Initiative nationale : Journal des forces nouvelles*, est composé à 38 % d'anciens membres d'Ordre Nouveau, à 11 % de membres issus des comités Faire Front, à 10 % de dissidents du nouveau Front National de Jean-Marie Le Pen et de 26 % de membres n'ayant jamais adhéré à toute autre formation politique (Delarue, 1974a). On voit alors se dessiner un profil militant s'inscrivant dans la tradition des partis et groupuscules d'extrême droite que nous avons étudiés précédemment. La place accordée à la jeunesse est évidente et, conséquemment, les militants du GUD y trouveront une structure à laquelle ils pourront se greffer. Effectivement, outre les thèmes classiques de l'antimarxisme, du nationalisme exacerbé et de la lutte à l'immigration, le PFN s'investit d'une mission de rajeunissement du mouvement

nationaliste visant les élites conservatrices, une population qui semble s'intégrer plus naturellement au FN (Ibid.).

Le bureau politique du PFN est composé de Roland Gaucher, membre fondateur du FN et acteur important du schisme avec JMLP, de François Brigneau, que l'on avait vu s'impliquer au sein du comité Tixier-Vignancour lors de l'élection présidentielle de 1965 et qui sera aussi militant à Ordre Nouveau et vice-président du FN avant la scission, et surtout, de Alain Robert, membre fondateur du GUD et militant notoire au sein de la constellation des mouvements néofascistes de l'époque (Ibid.).

Partageant la volonté du FN de s'inscrire dans une démarche légale et électorale, le PFN souhaite aussi restructurer et fédérer la droite nationale. On affirme vouloir être reconnu comme participants à part entière au combat anticomuniste : voir la place de la droite reconnue. C'est l'occasion de la faire « sortir du ghetto », de lui donner son espace politique » (Algazy, 1989 : 205).

Le PFN prône donc une approche plus classique de la politique, s'éloignant ainsi des groupuscules violents se refusant à la tentation électoraliste. On affirme même la possibilité d'appuyer les listes de droite susceptibles de vouloir travailler avec le PFN, afin de lutter efficacement contre le communisme.

Le GUD occupera, dès le départ, une place importante au sein du PFN. Le Front de la jeunesse, dont nous parlions précédemment, sera vite désigné comme structure officielle de la jeunesse du PFN. Dans le rapport de Jacques Delarue, le GUD et l'UDL (les deux groupes qui s'uniront pour former le FJ) seront identifiés comme principales organisations satellites du PFN. Le président du FJ, Pascal Gauchon, son trésorier, Emmanuel Renaud, et son secrétaire général, Jean-Marc Teissier, sont tous également militants ou responsables au PFN. La nouvelle génération de Gudars, mise en place lors d'une réorganisation le 18 septembre 1976, et accordant un rôle



important à Philippe Peninque et Jean-François Santracroce, s'inscrit dans la continuité et permet au GUD de jouer son rôle de courroie de transmission du militantisme étudiant aux partis adultes.

Cependant, selon les militants, certaines tensions commencent à se développer en raison de l'écart générationnel qui sépare les jeunes militants universitaires, souvent en première et deuxième année, et les membres du PFN, qui ont dorénavant plus de 25 ans à la fin des années 1970. Les réunions du parti impliquant Gudars et militants « adultes » sont souvent marqués par une « incompréhension mutuelle » (Chatillon et al., 1995 : 82). La place importante accordée à la jeunesse empêche le PFN, tout comme Ordre Nouveau plus tôt, de devenir un véritable parti politique dans sa forme aboutie. Effectivement, cette jeunesse rebute les militants plus vieux et finit par les faire quitter une structure politique qui ne leur correspond plus. D'autre part, la volonté des Gudars d'Assas de conserver une certaine indépendance, notamment par la création du journal *Vaincre*, agace le PFN qui en interdit la vente au centre Assas. Cette situation entraîne une brève rupture entre les deux mouvements en 1976, mais l'association reprendra lors du congrès du PFN, le 25-26 novembre 1977 (Fonds Delarue, 1977).

Lors de l'élection législative de mars 1978, le PFN présente 89 candidats et organise sa campagne autour de trois thèmes majeurs : la limitation de l'immigration, l'amélioration de la sécurité et la liberté de travail face au « terrorisme syndical » (Le Monde, 11 mars 1978 : 20). Ne profitant que de résultats très marginaux, le PFN se range systématiquement contre la gauche au second tour. Dans un article du Monde couvrant l'élection, on mentionne le GUD comme principale organisation étudiante du parti, en soulignant notamment sa mainmise sur Assas (Ibid.).

Le début des années 1980, plus précisément les deux années suivant l'élection de François Mitterrand (1981-1983), sera particulièrement tranquille pour les militants



nationalistes. Même si le PFN s'autoproclame, dans les pages de son journal, comme le parti d'opposition le plus visé depuis l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, dont il qualifie le régime de « dictature socialo-communiste » (Journal Pour une Force Nouvelle, no 2 : 3), le GUD sera discret à Assas et les activités du PFN seront très limitées, à l'exception de présences lors de manifestations associées aux éléments les plus virulents de l'extrême droite. Par ailleurs, la montée du Front National, dans la première moitié des années 1980, laisse peu de place au PFN à l'extrême droite et ses leaders historiques<sup>10</sup> quitteront le parti. Malgré des actions alliant le GUD et le PFN en 1983 contre la loi Savary et la parution du journal *Pour une Force Nouvelle*, le parti est en perte de vitesse jusqu'à sa division en 1986, alors que se sépareront les tendances nationalistes et les adeptes de la Nouvelle Droite, laissant un parti qui persistera sans détenir de réelle influence au sein du mouvement nationaliste.

Suite à cet échec du PFN, et déçu de cette tentative d'association avec un parti électoraliste, le GUD se réorganise autour de forces plus radicales en s'associant, en 1985, à des mouvements tels que Jeune Garde, qui seront plus tard associés à Troisième Voie et à la mouvance *skinhead* (Chatillon et al., 1995 : 108). De par ces associations, on observe des militants issus des tendances nationaliste-révolutionnaire et solidariste s'associer pour unifier ce qu'il reste de groupuscules néofascistes à la droite du Front National.

### 3.2.7 Mouvement nationaliste révolutionnaire/Troisième Voie

Alors que le Front National avait, au tout début, tenté d'intégrer des militants issus des tendances plus radicales et néofascistes, le début des années 1980 marque une distanciation et l'organisation d'une opposition nationaliste révolutionnaire à la droite du FN, que l'on juge trop conservateur et trop démocrate (Chombart-De Lauwe, 1987 : 108). À l'image de ce que l'on avait tenté avec le PFN, moribond au début de l'ère

---

<sup>10</sup> Dont Alain Robert, qui rejoindra la droite classique en devenant collaborateur de Charles Pasqua.

Mitterrand, les nationalistes révolutionnaires s'organisent autour de nouveaux partis. Le GUD rejoint Jeune Garde en 1985 et participe à son mensuel *Vaincre*. Parallèlement, les militants solidaristes du PFN qui n'ont pas rejoint le FN ou le Centre National des indépendants et paysans (CNIP), se rapprochent de Jean-Gilles Malliarakis et de son Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR). L'idée d'une « Troisième Voie » avait déjà commencé à germer au sein des deux partis. On peut lire dès 1984, dans le Journal *Pour une Force Nouvelle*: « Nous voulons instaurer un état nationaliste populaire faisant partie de l'Europe politique réunifiée, pilier de la civilisation occidentale et bastion contre le mondialisme, qu'il soit marxiste ou capitaliste. » (Journal Pour une Force Nouvelle, no 17 : 4)

La même année, Jean-Gilles Malliarakis proposait un slogan, dans les pages du journal *Jeune nation solidariste* (no 192, nov. 1984) : « En avant vers la troisième Voie ». Le PFN et le MNR, partageant une vision rejetant les deux grandes forces hégémoniques qui divisaient le monde, décidèrent d'unifier leurs mouvements respectifs pour créer le mouvement unitaire Troisième Voie, en novembre 1985, à l'occasion d'un congrès national du MNR (Chombart-De Lauwe, 1987 : 109).

Le GUD rejoint la mouvance Troisième Voie. Avec les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires (organe jeunesse du MNR), dirigées par Serge Ayoub alias Batskin, leader de la mouvance skinhead parisienne, et UDL, ils constituent la base militante de Troisième Voie qui, à l'image de plusieurs autres mouvements nationalistes révolutionnaires, promeut la jeunesse comme principal moteur de l'action militante.

Cependant, les liens du GUD avec les skinheads sont souvent conflictuels, et la fin des années 1980 marque une période difficile pour le groupe, qui estime que la critique systématique du FN et des nationalistes révolutionnaires est stérile et que le sérieux parfois doctrinaire de *Vaincre*, ne correspond plus aux aspirations du mouvement étudiant. C'est le 7 mai 1988 que la scission avec Troisième Voie est

prononcée. Nouvellement autonome, le GUD se refonde sous l'appellation Union et Défense des Étudiants d'Assas (UDEA) et se rapproche du FN et de son aile jeunesse au début des années 1990. Bien que plusieurs de ses membres se définissent encore comme Gudars, ils se retrouvent, pendant les années 1990 et 2000, en immersion au Rassemblement étudiant de Droite, qui regroupe plusieurs tendances, notamment des catholiques traditionalistes, des royalistes et plusieurs militants du FN (Du Roy, Basta!, 22 mars 2007).

### 3.3 Conclusion

Ce chapitre nous permet de comprendre le rôle de cette constellation de partis d'extrême-droite dans la persistance d'une tendance néofasciste dans le paysage politique français de la période. Bien qu'il ne faille pas croire que la dissolution du GUD en 1988 corresponde à la fin de la présence des courants nationaliste-révolutionnaire et solidariste au sein de l'Université parisienne, on peut certainement constater une diminution de leur radicalité. De par les succès électoraux du Front National, où l'on retrouve de plus en plus d'anciens Gudars, et sa relative réussite à faire cohabiter des tendances d'extrême droite contradictoires en son sein, la tentation électoraliste devient une option intéressante pour les militants néofascistes.

## CONCLUSION

Nous avons vu, par l'étude des positions idéologiques du GUD et des liens que ses militants entretiennent avec un ensemble de partis et de mouvements qui, à travers les années 1970 et 1980, constituent la tendance néofasciste de la droite groupusculaire française, que ce mouvement étudiant s'inscrit directement dans cette tendance néofasciste en réactivant des courants idéologiques associables aux ligues et autres mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres. Nous retenons la justesse de l'analyse de Nicolas Lebourg, qui souligne un certain nombre de modifications faisant basculer le fascisme vers le néofascisme après la Deuxième Guerre mondiale, mais qui permet à l'idéologie de survivre au traumatisme entraîné par les horreurs de la guerre.

Le GUD occupe donc une place centrale dans l'organisation de cette droite néofasciste en France. D'une part, son statut de mouvement étudiant cadre parfaitement avec la volonté du mouvement d'axer son action sur la jeunesse. En assurant la jonction entre le temps étudiant et l'engagement adulte, le militantisme au sein du GUD constitue un passage important vers l'association aux groupuscules adultes qui composeront cette droite groupusculaire. En fournissant des militants formés à l'action politique, le groupe remplit sa mission de production de futurs cadres nationalistes qui intégreront la société civile et y feront subsister des tendances radicales. D'autre part, le GUD survit aux dissolutions prononcées par le gouvernement français interdisant des mouvements comme Occident ou Ordre Nouveau. Protégé par son statut de mouvement étudiant, il constitue ainsi une base solide où les militants étudiants peuvent afficher leur nationalisme radical et éviter la désorganisation au sein d'un mouvement en perpétuelle recomposition.

Nous avons observé les liens entre le GUD et les autres mouvements d'une droite groupusculaire qui s'affaiblit pour finalement disparaître dans la deuxième moitié des années 1980, notamment en raison de la montée du Front National. Il est possible d'identifier trois tendances dans l'orientation du militantisme des anciens du GUD.

La première, et la plus évidente réside dans le ralliement à un FN en pleine ascension. De nombreux militants néofascistes, notamment François Duprat et les représentants de la tendance nationaliste-révolutionnaire, avaient déjà tenté l'expérience à la fin des années 1970, mais le phénomène prend de l'ampleur dans les années 1980. Alors que Marine Le Pen rejette le terme « extrême droite », on peut observer l'ascension de nombreux Gudars dans les rangs du parti. Si des militants du GUD de la première heure, tels que Jack Marchal, rejoignent le FN dans les 1980, une enquête du Nouvel Observateur démontre que cette tendance persiste. Effectivement, François Chatillon, chef emblématique du GUD, ainsi que Florence Lagarde, coprésidente du GUD pendant ses études, et Wallerand de Saint-Just, actuel trésorier du FN et membre actif du GUD dans les années 70, font tous partie de la garde rapprochée de Marine Le Pen<sup>11</sup>. Alors que le parti tente de contrôler son image en s'engageant dans une entreprise de dédiabolisation, il est indéniable que des tendances néofascistes persistent au FN malgré la volonté du parti de s'en dissocier. Les récentes exclusions d'Alexandre Gabriac, photographié effectuant un salut nazi lors d'une réunion nationaliste en 2011 et dirigeant de groupuscules tels qu'Œuvre Française et Jeunesses Nationalistes, et d'Anne-Sophie Leclerc et de Joris Hanser, pour avoir tenu des propos racistes lors des municipales de 2014, démontrent la persistance d'une tendance d'extrême droite au Front National. Plutôt que d'estimer que le Front National, tentant de proposer une solution de rechange légitime au sein d'une opposition parlementaire, aurait réussi à convaincre les militants plus radicaux de

---

<sup>11</sup> Voir à ce propos l'article du Nouvel Observateur:  
<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20131018.OBS1806/la-gud-connection-gardienne-de-la-bourse-du-fn.html>



joindre ses rangs, nous croyons, au contraire, que la constellation de partis et de mouvements que nous avons étudiés, et qui aura presque toujours le GUD comme mouvement jeunesse, aura plutôt réussi à investir le Front National et à y faire persister une tendance néofasciste. Bien que minoritaire au sein du parti et marginalisée par l'entreprise de dédramatisation entreprise par les dirigeants du FN, cette tendance persiste aujourd'hui encore, dans un contexte où le parti est en perpétuelle ascension depuis les années 1990.

La deuxième tendance, plus marginale, réside dans l'adhésion aux partis associés à la droite traditionnelle. Des militants notoires du GUD rejoindront les rangs de partis traditionnels. Plusieurs exemples, dont celui de Gérard Longuet, membre fondateur d'Occident et du GUD, actuellement sénateur UMP et ancien ministre, démontrent la porosité des frontières entre droite traditionnelle et extrême droite. Un des exemples les plus probants de ce phénomène réside dans le cas d'Alain Robert. Membre fondateur du GUD et associé à diverses tendances d'extrême droite, il devient proche collaborateur de Charles Pasqua et sera nommé au Conseil économique et social par Édouard Balladur en 1994. Il joindra, plus tard, le Conseil national de l'UMP en 2004. D'autres militants, comme Anne Méaux qui, après être passée par le GUD, est nommée responsable de la communication pour Valéry Giscard D'Estaing par le groupe parlementaire UDF, ou encore Bernard Carayon, aussi militant du GUD, qui entre au cabinet de Jacques Chirac en 1984 à la mairie de Paris et occupera de nombreuses fonctions au RPR à la fin des années 1990, ainsi qu'à l'UMP dans les années 2000. Ce sont là des exemples des trajectoires qui amènent des militants d'extrême droite à rejoindre les rangs de formations politiques traditionnelles. Plus récemment, les exemples d'Alain Madelin et de Patrick Devedjian, dont les antécédents à l'extrême droite, notamment à Occident, et en lien avec le GUD, ont récemment défrayé la chronique. Ils auront pourtant des carrières politiques fructueuses au sein de nombreux partis politiques traditionnels.

La troisième tendance s'organise autour de l'activisme d'extrême droite au sein de groupuscules radicaux et néofascistes. Alors que les premiers auront saisi l'opportunité de faire carrière en délaissant l'activisme radical, ce dernier type d'anciens Gudars persiste et signe. Beaucoup plus marginaux, ils continuent d'évoluer dans la contre-culture néofasciste. L'exemple le plus évident est celui de Philippe Peninque, ancien membre du GUD qui, à une époque, fut un conseiller de l'ombre pour Marine Le Pen. Ce dernier reprend du service dans le militantisme radical en fondant, avec Alain Soral, Égalité et réconciliation, autodéfinie comme organisation politique « transcourants », portant le slogan « la gauche du travail et la droite des valeurs », et dont l'antisémitisme évident permet de l'associer au néofascisme<sup>12</sup>.

Cette association entre militants du GUD (anciens et actuels) et groupuscules d'extrême droite contemporains semble se faire de plus en plus naturellement. Alors que l'âge d'or de la droite groupusculaire prend fin avec les années 1980, la présente crise entraîne la radicalisation du spectre politique français. Combinée à la restructuration du FN, qui s'éloigne de ces tendances fascisantes, la résurgence du racisme et de l'antisémitisme en France entraîne la création de nouveaux groupuscules qui rappellent l'action du GUD et des partis associés. Les différents mouvements identitaires retrouvent dans la réactivation du GUD, au cours des dernières années, le bassin de militants étudiants qu'ils pourront éventuellement recruter.

Ce mémoire évoque donc la réactivation, par l'action d'un mouvement étudiant néofasciste, de tendances de l'entre-deux-guerres. Nous avons ainsi démontré la persistance d'idéologies fascistes en France, ayant plus ou moins d'importance selon les époques et les contextes, mais qui survivent à toute tentative d'éradication. Le contexte actuel nous permet d'en voir une nouvelle manifestation: la montée du FN et

---

<sup>12</sup> Voir à ce propos leur site internet: <http://www.egaliteetreconciliation.fr/>

le succès d'évènements comme l'apéro « saucisson-pinard », organisés par le groupe Riposte Laïque, ou des nombreux coups d'éclat du Bloc Identitaire, laissent entrevoir une nouvelle éclosion d'une droite néofasciste, plus adaptée aux enjeux contemporains.

## BIBLIOGRAPHIE

ALGAZY, Joseph. 1989. *L'extrême droite en France de 1965 à 1984*, Paris: Éditions L'Harmattan, 342 p.

*Alternative — Journal différent*. 1975. Nos 11-14, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris.

Articles de presse, Fonds Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 5 *Articles de presse* [Fs res 851/5], Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris.

ARTIÈRES Philippe, Michelle Zancarini-Fournel et al. 2008. *68 : Une histoire collective (1962-1981)*, Paris: La Découverte, 847 p.

BERSTEIN, Serge. 1999. *Les cultures politiques en France*, Paris : Seuil, 407 p.

BERSTEIN, Serge. 1988. *La France des années 30*, Paris : Éditions Armand Collin, 186 p.

BERSTEIN, Serge. 1975. *Le 6 Février 1934*, Paris: Éditions Gallimard/Julliard. 257 p.

BIHR, Alain. 1998. *Le spectre de l'extrême droite : les Français dans le miroir du Front National*, Paris: Éditions de l'Atelier, 269 p.

BRIGOULEIX, Bernard. 1977. *L'Extrême droite en France. Les « Fachos »*, Paris: Fayolle, 232 p.

BURRIN, Philippe. 2000. *Fascisme, Nazisme, Autoritarisme*, Paris : Seuil, 315 p.

BURRIN, Philippe. 1986. *La dérive fasciste. Doriot, Deat, Bergery 1933-1945*, Genève : Éditions des hautes études internationales de Genève, 530 p.

CAMUS, Jean-Yves. 1996. *Le Front national, histoire et analyse*, Paris: Éditions Olivier Laurens, 279 p.



- CHARPIER Frédéric. 2005. *Génération Occident: De l'extrême droite à la droite*, Paris : Seuil, 253 p.
- CHATILLON, Frédéric, Thomas Lagane et Jack Marchal (dirs.) 1995. *Les rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes de 1965-1995*, Paris : Éditions des Monts d'Arrée, 165 p.
- CHEBEL-D'APPOLLONIA, Ariane. 1988. *L'extrême droite en France de Maurras à Le Pen*, Bruxelles : Éditions Bruxelles Complexe, 446 p.
- CHOMBART-DE LAUWE, Marie-José. 1987. *Vigilance : vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, Paris : Édition Ligue des droits de l'homme, 206 p.
- Collectif. 2001. *Bêtes et méchants — Petite histoire des jeunes fascistes français*, Paris : Éditions Reflex, 207 p.
- Collectif. 1972. *Ordre Nouveau : Bilan de deux années de combat et présentation des perspectives d'avenir* (2e éd.), Exemplaire 62 de 75, Paris : Éditions Pour un ordre nouveau, 294 p.
- DELARUE, Jacques. 1977. « Note relative au Groupe Action Jeunesse » à l'attention de la direction des affaires judiciaires de la police judiciaire, Fonds Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 1c *Documents Officiels* [Fs rés 851/1], BDIC, Paris.
- DELARUE, Jacques. 1974a. « De la dissolution d'Ordre Nouveau à la création du Parti des forces nouvelles », Note du ministère de l'intérieur à la police, Fonds Jacques Delarue : *L'extrême droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 1a *Documents Officiels* [Fs rés 851/1], BDIC, Paris.
- DELARUE, Jacques. 1974b. Note sur le GRECE. Fonds Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 2b *Documents dactylographiés* [Fs rés 851/2], BDIC, Paris.
- DELARUE, Jacques. 1970. « Relance de l'extrême droite profasciste en France », Fonds Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 1a *Documents Officiels* [Fs rés 851/1], BDIC, Paris.
- DELARUE, Jacques. 1968. « Le mouvement Occident », Rapport rédigé pour le compte des renseignements généraux à la préfecture de police de Paris. Fonds



Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938],  
Partie 1b *Documents Officiels* [Fs rés 851/1], BDIC, Paris.

DELARUE, Jacques. 1966. Rapport confidentiel présenté aux membres du comité des experts « Activité des mouvements en France », Fonds Jacques Delarue : *L'extrême-droite en France* [F delta rés 851 : 77938], Partie 2a *Documents dactylographiés* [Fs rés 851/2], BDIC, Paris.

DELPORTE, Christian, Denis Maréchal, Caroline Moine et Isabelle Veyrat. 2011. *Images et sons de Mai 68 (1968-2008)*, Paris : Éditions Nouveau Monde, 415 p.

DÉLY, Renaud. 1999. *Histoire Secrète du Front National*, Paris : Grasset, 332 p.

DOBRY, Michel et al. 2003. *Le mythe de l'allergie Française au fascisme*, Paris : Éditions Albin Michel, 460 p.

DUPRAT, François. 1972. *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris : Éditions Albatros, 301 p.

DUPRAT, François. 1975. « Le Néo-fascisme en France en 1973 », *Histoire du fascisme*, Cahiers Européens.

Fonds Philippe Léon, Cité des mémoires étudiantes, Aubervilliers, France.

Fonds Occident [F Delta rés 0062], BDIC, Paris.

GAVI, Philippe, Jean-Paul Sartre et Pierre Victor. 1974. *On a raison de se révolter*, Paris : Gallimard, 384 p.

GOBILLE, Boris. 2008. *Mai 68*, Paris : Éditions La découverte, 120 p.

GRIFFIN, Roger. 1999. « Net gains and GUD reactions: patterns of prejudice in a Neo-fascist groupuscule », *Patterns of Prejudice*, vol. 33, no 2, p. 31-50.

HERTENS, Philippe. 1994. *Le nationalisme radical en France : Enquête*, Paris : Éditions Les nuées volantes, 208 p.

JOFFRIN, Laurent. 1988. *Mai 68 : Une histoire du mouvement*, Paris : Éditions du Seuil, 370 p.

Journal *Occident Université* [4 P.8035], BDIC, Paris.

Journal *Pour une Force Nouvelle* [4 P.11769], BDIC, Paris.

Journal *Pour un ordre nouveau*, [G.F P4422 0 col 2776], BDIC, Paris.

Journal *Faire Front : Journal d'action nationaliste* [G.F P4754], BDIC, Paris.

KESTEL, Laurent. 2012. *La conversion politique : Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris : Éditions Raisons d'agir, 233 p.

LEBOURG, Nicolas. 2010a. *Le monde vu de la plus extrême droite : Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*, Thèse d'histoire contemporaine, Université de Perpignan-Via Domitia, 260 p.

LEBOURG, Nicolas. 2010b. « L'Odyssée des Rats noirs : Voyage au cœur du G.U.D. », *Temps Présents*, 6 février 2010, p. 1-13.

LEBOURG, Nicolas. 2006. « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi », *Vocabulaire du Politique : Fascisme, néo-fascisme, Cahiers pour l'Analyse concrète*, nos 57-58, juin 2006, p. 39-57

LE GOFF, Jean-Pierre. 1998. *Mai 68 : L'héritage impossible*, Paris : Éditions La Découverte, 475 p.

LECOEUR, Erwan. 2003. *Un néo-populisme à la Française : Trente ans de Front National*, Paris : Éditions La Découverte, 282 p.

Le Monde, 13 et 15 mai 1970; 9 mars 1972. Fonds Dossier France — *Ordre Nouveau* [Delta 1671], BDIC, Paris.

Le Nouvel Observateur. 2013. « La "GUD connection", gardienne de la bourse du FN », 18 octobre 2013. Récupéré de <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20131018.OBS1806/la-gud-connection-gardienne-de-la-bourse-du-fn.html>

L'ŒILLETON, Fernand. 1972. « SAC, la milice de la bourgeoisie », dans *Rouge*, no 40, 15 janvier 1972.

MILZA, Pierre. 1987. *Fascisme français, passé et présent*, Paris : Éditions Flammarion, 463 p.

MILZA, Pierre et Marianne Bentell. 1973. *Le fascisme au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris : Éditions Richelieu, 413 p.

- NOLTE, Ernst. 1969. *Three Faces of Fascism : Action Française, Italian Facism, National Socialism*, Ney York et Toronto : The New American Library, 697 p.
- PAXTON, Robert O. 1996. *La France de Vichy 1940-1944*, Paris : Éditions du Seuil, 459 p.
- PONS, Gregory. 1977. *Les Rats Noirs*, Paris : Éditions Jean-Claude Simoïen, 251 p.
- RÉMOND, René. 1982. *Les droites en France*, Paris : Éditions Aubier-Montaigne, 544 p.
- ROUSSO, Henry. 1987. *Le syndrome de Vichy : 1944-198...*, Paris : Éditions du Seuil. 378 p.
- SIRINELLI et al. 1992. *Les droites françaises de la révolution à nos jours*, Paris: Gallimard, 925 p.
- SIRINELLI, Jean-François. 2008. *Mai 68 : l'évènement Janus*, Paris : Fayard, 330 p.
- SOUCY, Robert. 1995. *French Fascism : The Second Wave 1933-1939*, Yale : Éditions des Presses Universitaires, 352 p.
- SOUCY, Robert. 1989. *Le fascisme Français 1924-1933*, Paris : Presses Universitaires de France, 348 p.
- SOUCY, Robert. 1966. « The Nature of Fascism in France », in *Journal of Contemporary History*, no 1, p. 27-55.
- STERNHELL, Zeev. 2000a. *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles : Éditions Complexe, 538 p.
- STERNHELL, Zeev. 2000b [1972]. *Maurice Barrès et le nationalisme français : la France entre nationalisme et fascisme*, Paris : Éditions Fayard, 432 p.
- STERNHELL, Zeev. 1997. *La droite révolutionnaire : Les origines françaises du fascisme*, Paris : Gallimard, 602 p.
- WINOCK, Michel. 1990. *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris : Seuil, 444 p.